

PROGRAMME COMMUNISTE

CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

S
O
M
M
A
I
R
E

numéro spécial

PRÉSENTATION
DU DIALOGUE

1

DIALOGUE
AVEC STALINE

5

LE COMMUNISME
RUSSE ET NOUS

49

PRÉSENTATION DU DIALOGUE...

Nous consacrons ce numéro spécial à la publication du Dialogue avec Staline, suite d'articles rédigés en octobre-novembre 1952 en réponse au texte de l'homme d'Etat soviétique : « Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S. »

A ce dernier ouvrage, considéré alors unanimement comme le programme impératif à suivre pour parvenir à la société communiste, et, après la mort de Staline, comme son testament, on chercherait vainement aujourd'hui, dans l'abondante littérature économique officielle soviétique, l'ombre d'une référence ou même d'une allusion.

Ce n'est pourtant pas sur lui qu'avait porté l'essentiel de la critique retentissante du XX^e Congrès. Krouchtchev et Mikoyan n'en avaient guère attaqué, en effet, que les passages consacrés à l'évolution du capitalisme occidental, mais l'affirmation centrale qu'il développait et selon laquelle l'existence de la production marchande en U.R.S.S. ne contredit en rien le caractère socialiste du mode de production russe, ne fut jamais mise en cause.

Le Dialogue fut engagé alors que Staline légiférait en pleine apothéose, et que son livre bénéficiait d'une immense publicité. L'auteur discrédité, l'ouvrage déjà tombé dans l'oubli, notre publication pourrait, à double titre, paraître sans objet. Nous pensons, au contraire, que l'intérêt et l'actualité de son étude apparaissent avec une évidence d'autant plus grande que les phénomènes qu'il analyse ont pris en U.R.S.S., depuis 1953, une extension toujours plus considérable.

Pour Krouchtchev, il est vrai, il n'y a plus de « Problèmes ». Du sensationnel XX^e Congrès qui fit table rase de l'enseignement stalinien au triomphal XXI^e Congrès de la fusée cosmique, le premier secrétaire a fait exactement le contraire de ce que recommandait Staline.

*
**

Est-ce à dire, comme il le prétend, qu'il soit retourné à l'école de Lénine, que son prédécesseur avait abandonné ?

Que disait donc Staline en 1952 ?

Aux questions posées par des économistes soviétiques : « Notre économie est-elle vraiment socialiste ? Pourquoi avons-nous conservé la production marchande ? Quelle attitude adopter vis-à-vis de celle-ci ? La loi de la valeur agit-elle dans l'économie soviétique ? » Staline fournissait une série de réponses décisives : « Nous avons été obligés de conserver la production marchande et, par conséquent le salariat, pour éviter une rupture fatale avec la paysannerie. Oui, la loi de la valeur est en vigueur dans l'économie socialiste ; elle revêt un caractère objectif, mais nous pouvons connaître son action et donc en limiter les effets. »

Sous sa plume, cette idée qu'il faut et que l'on peut « limiter la sphère d'action » des lois destructrices objectives de l'économie revient comme une obsession. Pour parvenir au communisme, dit-il, il est nécessaire d'aboutir à la disparition de la circulation des marchandises, au renforcement continu de la planification centrale, la condition essentielle étant pour cela de porter la propriété kolkhosiennne au niveau de la propriété nationale (en substituant à la circulation des marchandises les « échanges de produits »). Il ne faut donc, en aucun cas, à l'encontre des propositions de certains économistes (Savina et Venger), vendre les stations de machines et de tracteurs (S.M.T.) aux kolkhoses, car on aboutirait ainsi nécessairement au rétablissement du capitalisme.

Que s'est-il donc passé et que se passe-t-il donc en U.R.S.S. ? A partir d'une puissante base industrielle moderne, étatique, installée grâce aux plans quinquennaux (énergie, sidérurgie, transports, etc.), surgissent avec une force printanière d'éclosion, à travers l'immense pays soviétique, partout, à tout moment, et dans de vastes proportions, des initiatives et des tendances centrifuges incontrôlables et incoercibles, dans le domaine de l'agriculture et des industries de consommation.

Mais, tandis que le dompteur Staline essayait de tenir en respect le fauve du mercantilisme et de l'obliger à travailler pour lui, le régisseur Duval-Krouchtchev le libère. Le voilà donc déchaîné.

Entre le XX^e et le XXI^e Congrès, un véritable typhon libéral a emporté le rigide appareil de la planification centrale stalinienne.

On a commencé par bouleverser le système des rapports entre l'Etat et les kolkhoses (« rétablissement du principe de l'intéressement matériel du kolkhosien », libre contrat sur la base de « prix rémunérateurs », suppression des livraisons obligatoires).

Puis la direction de l'industrie et de la construction a été complètement transformée par la dispersion de la bureaucratie centrale moscovite aux quatre coins de l'Union, la création d'une centaine de régions économiques autonomes (sovnrakhoses) et le renforcement de la liberté d'initiative des directeurs d'entreprises.

Ensuite ce fut l'abandon du plan 1956-1960 (remplacé depuis par les « chiffres de contrôle » pour la période 1959-1965).

Enfin pour couronner cette audacieuse libération à l'égard du « dogmatisme » stalinien, on décida de procéder à la vente des S.M.T. aux kolkhoses.

Le fauve du mercantilisme ayant déjà tout dévoré, hume maintenant avec envie les senteurs du marché mondial.

Staline CONNAISSAIT cette thèse fondamentale de l'économie marxiste, aujourd'hui complètement obliérée, qui affirme l'incompatibilité totale entre communisme et production marchande. Il SAVAIT que tout régime économique qui produit des marchandises en grandes quantités relève du capitalisme. Et Molotov aussi, qui se hasarda un jour (février 1955) à déclarer que la société socialiste n'était pas pleinement réalisée en U.R.S.S. et qu'on n'y avait encore construit que les BASES de la société socialiste (ce qui, en langage clair, marxiste, signifie le capitalisme). Position qui lui valut l'humiliation d'une spectaculaire autocritique, avant son éviction totale de la scène politique.

On comprend aujourd'hui une des raisons (il en est d'autres exposées dans le Dialogue avec les morts et dont nous ne pouvons nous occuper ici) pour lesquelles Krouchtchev mena l'opération « culte de la personnalité » et pourquoi celle-ci devait être suivie de la mise à l'écart du groupe anti-parti, vieille garde stalinienne et défenseur du haut appareil du Plan (Sabourov, Pervoukhine).

Cette évolution confirme d'ailleurs la thèse exprimée à la fin de la première journée de notre « Dialogue » : en ambiance mercantile, la puissance du Capital modèle la machine d'Etat selon ses exigences, même s'il n'est pas possible à première vue de personnifier cette puissance.

C'est très « dogmatiquement » que nous définissons comme capitaliste le régime économique actuellement en vigueur en U.R.S.S. : il nous suffit pour cela de rappeler cette thèse marxiste fondamentale de la disparition de la circulation des marchandises dans l'économie socialiste.

C'est précisément dans cette intention que fut rédigé dès l'automne 1952 le Dialogue avec Staline.

En insistant sur le caractère capitaliste de l'Etat russe, nous ne nions absolument pas la vigueur de son développement économique. Nous déclarons simplement qu'il est d'une nature économique et sociale identique à celle des autres puissances mondiales auxquelles on prétend l'opposer. Identique par exemple à celle qui a permis, dès la fin du XIX^e siècle, la prodigieuse croissance des Etats-Unis — avec lesquels la Russie est maintenant engagée dans une course à mort — et, comme elle, soumise à de nécessaires vicissitudes : crises et guerres.

Certes, l'U.R.S.S. est une grande puissance et sa politique est une politique de puissance, mais pas plus qu'une hirondelle ne fait le printemps, une fusée, même cosmique et... intercontinentale, ne fait le socialisme : la grandeur russe est une GRANDEUR NATIONALE.

Cette grandeur nationale authentique provoque chez nos petits-bourgeois thoréziens une ardente nostalgie. Ils tiennent en ce moment leur XV^e Congrès,

placé précisément sous le signe de la « véritable grandeur nationale », de la « restauration et de la rénovation de la démocratie ».

Ce Congrès fait apparaître en pleine lumière le caractère ultra-démocrate, super-pacifiste, hyper-patriote de ce parti qui n'est jamais parvenu à être autre chose que l'aile gauche du réformisme social-démocrate français. Plus pernicieux encore pour le mouvement ouvrier que le réformisme avoué de la S.F.I.O., il est allé, au cours de la deuxième guerre mondiale, jusqu'à enrôler le prolétariat français sous la bannière de cette sanglante croisade pour la démocratie, la liberté... la plus grande gloire du capitalisme américain, grand vainqueur du second carnage impérialiste, despote du marché mondial et bastion essentiel de sa conservation sociale.

*
**

Mais le prolétariat ne supportera pas indéfiniment le poids de cette trahison. Tôt ou tard la crise économique le jettera dans la lutte unitaire et généralisée qui est toujours la pierre d'achoppement de tout opportunisme. Les faux communistes, dans leur empressement à solliciter l'appui et les suffrages des bourgeois, devront de plus en plus révéler leur vrai visage qui est celui de complices et non d'adversaires de l'exploitation capitaliste. Des millions d'yeux s'ouvriront sur l'imposture du « socialisme » russe, exploiteur de salariés, massacreur de révolutionnaires, renégat de l'idéologie dont il se réclame. Et c'est alors que le parti international du prolétariat pourra renaître.

Pour s'en convaincre comme pour en déceler les signes annonciateurs, il faut trouver le courage d'ores et déjà, sans attendre le capital « aveu » de la nature capitaliste de la Russie, d'en étudier minutieusement les premiers symptômes officiels. La reconnaissance par Staline de l'existence d'un irrésistible mouvement mercantile en U.R.S.S., la faiblesse et la mauvaise foi de ses arguments face à ce phénomène, son impuissance devant l'impétuosité de ce capitalisme interne, c'est précisément la substance du texte que nous publions.

"Tous ces socialistes, depuis Collins, ont ceci de commun : ils laissent subsister le salariat et donc aussi la production capitaliste, mais, par des jeux de passe-passe, ils illusionnent le monde et eux-mêmes sur la disparition nécessaire et automatique de toutes les difformités de la production capitaliste si l'on transformait la rente foncière en impôt de l'État. Ce n'est là qu'une tentative de socialisme larvé pour sauver la domination capitaliste et, en fait, pour lui créer une base nouvelle encore plus large."

MARX à SORGE, 20-6-1881.

DIALOGUE AVEC STALINE

Première journée

DEMAIN ET HIER.

Les thèmes traités par Staline dans son écrit "*Les Problèmes économiques du Socialisme en U.R.S.S.*" sont tous des points-clés du marxisme. Or, ce sont justement aussi ces "clous"-là qu'il faut enfoncer bien solidement avant de se prétendre les artisans de l'avenir.

Naturellement, ce qui a frappé la grande masse des badauds politiques des divers bords n'a pas été le significatif retour en arrière auquel Staline s'est livré et devait se livrer, mais ses anticipations sur un avenir incertain. C'est sur cette pâture, qui fait toujours recette, que partisans et adversaires se sont jetés : ils n'en ont d'ailleurs pas compris le premier mot et en ont donné des versions fantaisistes et aberrantes.

La *perspective* voilà l'obsession ! Mais si les "observateurs" ne sont qu'une bande d'ânes il n'en va guère mieux pour le "meneur de jeu" : tirant les ficelles du haut de ces prisons que sont les organes du pouvoir, il se trouve justement dans la position qui permet le moins de voir autour de soi — et de prévoir ! Aussi, tandis que tout le monde s'excite sur des prévisions suggestives, nous préférons recueillir les conclusions que son retour en arrière a dictées à Staline.

Dans la ligne existentialiste, tout le monde obéit à cet impératif imbécile : "se distraire" ! Or, c'est quand elle ouvre une fenêtre sur l'avenir et relate les prophéties qu'un grand "nom" a daigné faire que la presse politique distrait le public ! Cette fois la prédiction était inattendue : plus de révolution mondiale, plus de paix, mais pas davantage de "guerre sainte" entre la Russie et le reste du monde. Staline l'a dit : ce sera *inévitablement* la guerre entre Etats capitalistes, une guerre qui tout d'abord ne comprendra pas la Russie ! Ce n'est certainement pas là chose nouvelle, mais c'est intéressant, même pour nous qui n'avons pas un goût bien vif pour le cinéma politique, car au cinéma le spectateur ne s'occupe pas de savoir si ce qu'il voit "est la réalité" (et dire que sous peu, avec le cinérama, il sera transporté en pleine action !). Une fois dissipée l'illusion du paysage exotique, des appartements de grand luxe, des étreintes des super-Vénus du film, le spectateur, pauvre petit employé ou prolétaire réduit en esclavage, s'en retourne, tout content dans son taudis et il se frotte contre sa femme que la fatigue a déformée, à moins qu'il ne la remplace par une beauté du trottoir...

Pour en revenir à la brochure de Staline, tout le monde s'est précipité sur le point d'arrivée, alors que c'était le point de départ qui était fondamental. Il faudrait renvoyer à l'étude du passé toute cette bande de demi-imbéciles qui se précipitent pour sonder l'avenir. Ce serait une tâche beaucoup plus aisée, mais

ils n'y pensent même pas ! On ne comprend pas la page que l'on a sous les yeux, mais on ne résiste pas à la tentation de la tourner, dans l'espoir d'être éclairé par la suivante : c'est ainsi qu'on s'abêtit toujours davantage !

En Russie, la définition du stade social atteint et de l'économie actuellement en vigueur est une question qui s'impose d'elle-même — et quoi qu'il en soit, par ailleurs, de cette fameuse police qui oblige au silence et dont l'Occident se scandalise, bien que les ressources pour imbéciliser et standardiser les cerveaux y soient dix fois plus grandes et plus répugnantes. Cette question conduit au dilemme suivant : devons-nous continuer à dire que notre économie est socialiste ou au premier stade du communisme — ou bien nous faut-il reconnaître que, malgré *l'industrialisme d'Etat*, elle est régie par la loi de la valeur propre au capitalisme ?

Staline semble vouloir discuter cette dernière thèse et freiner les économistes et les chefs d'entreprises trop pressés de l'adopter. En réalité, il prépare *l'aveu* qui va suivre, et qui est utile même aux révolutionnaires. Mais l'imbécillité organisée *du monde libre* y lit l'annonce du passage au stade supérieur du communisme intégral !

Pour défricher le terrain, Staline emploie la méthode classique. Il lui serait facile d'abattre ses cartes et de se libérer de toute obligation à l'égard de l'école de Marx et de Lénine, théoriciens ; mais à cette phase du jeu la banque elle-même pourrait sauter ! C'est pourquoi, il repart de l'A.B.C. de la doctrine. Bon, nous ne demandons pas mieux, nous qui n'avons pas de mise à faire fructifier au jeu de roulette de l'histoire et qui avons appris, dès les premiers balbutiements, que notre cause était celle du prolétariat qui n'a rien à y perdre.

Staline déclare donc qu'"un texte d'étude de l'économie marxiste" est nécessaire (en 1952 !) et pas seulement pour la jeunesse soviétique, mais aussi pour les camarades des autres pays ; attention donc, impubères et gens sans mémoire !

Il précise tout de suite qu'insérer dans un tel livre des chapitres sur Lénine et sur Staline, en tant que créateurs de l'économie politique socialiste, *n'apporterait rien de nouveau*. Fort bien, s'il veut signifier par là ce qui est déjà bien connu, c'est-à-dire qu'ils ne l'ont pas inventée, mais apprise — et que le premier l'a toujours revendiquée.

MARCHANDISE ET SOCIALISME.

La référence de Staline aux premiers éléments de la doctrine économique marxiste lui sert à discuter du "système de production de marchandises en régime socialiste". Nous soutenons (nous gardant bien de dire quoi que ce soit de nouveau !) que *tout système de production de marchandises est un système de production non-socialiste* et c'est ce que nous allons développer. Si Staline (en réalité il ne s'agit pas de sa personne, car un Comité remplaçant un Staline défunt ou discrédité aurait pu tout aussi bien écrire l'article dont il est question) avait parlé d'un système de production de marchandises *après la conquête du pouvoir par le prolétariat* (1), (et non en régime socialiste !) ce ne serait pas encore une énormité.

(1) Allusion à la toute première phase de la dictature du prolétariat qui, du point de vue économique, n'est pas encore le socialisme. Cf. TROISIEME JOURNEE, Matinée, chapitre : XIX' et XX^e siècle.

Selon toute évidence, quelques "camarades" russes ont énoncé, se référant à Engels, que conserver le système de production des marchandises (ou le caractère de marchandises aux produits) après la nationalisation des moyens de production signifie avoir conservé le système économique capitaliste.

Ce n'est certainement pas Staline qui pourra prouver qu'ils ont tort théoriquement. Mais quand ils disent (s'ils le disent) qu'étant en mesure d'abolir la production mercantile, on a négligé ou oublié de le faire, alors il est certain qu'ils se trompent !

Staline, lui, veut prouver que dans un "pays socialiste" (terminologie suspecte) la production de marchandises est possible et il se réfère aux définitions de Marx et à la claire synthèse que Lénine en a faite dans une brochure de propagande, peut-être pas tout à fait irréprochable cependant.

Selon Joseph Staline, il est possible, tout en conservant la production marchande, de dicter des plans sans avoir à craindre que le terrible Maelström du mercantilisme n'attire le pilote imprudent au milieu du gouffre et ne l'engloutisse dans les abîmes du capitalisme. Mais à celui qui lit en marxiste, l'article révèle qu'en réalité ses tourbillons se resserrent et s'accroissent — comme la théorie l'a déjà établi.

Ainsi que le rappelle Lénine, la marchandise est un objet qui possède deux caractères : celui d'être utile à l'homme — celui de pouvoir s'échanger contre un autre objet. Mais les lignes qui, dans l'original, précèdent le passage cité par notre grand personnage disent simplement ceci :

"Dans la société capitaliste domine la production des marchandises et c'est pourquoi Marx commence par l'analyse de la marchandise."

Donc, la marchandise possède ces deux qualités et elle ne devient justement marchandise que lorsque la seconde se juxtapose à la première. La première, c'est la *valeur d'usage*, une notion tout à fait compréhensible, même pour de plats matérialistes comme nous, même pour un enfant ; elle tombe sous les sens ; nous léchons du sucre une fois et ensuite nous étendons la main pour en avoir un autre petit morceau. Mais il y a bien du chemin à faire (!) avant que ce sucre ne revête une valeur d'échange et se voit fixer une équivalence grain-coton à laquelle il ne s'attendait pas ! Ce n'est qu'alors que peut se poser le délicat problème soulevé par Staline.

Nous savons fort bien, comme Marx, Lénine et Staline, quel diable est lâché dès qu'apparaît la valeur d'échange ! Là où les économistes bourgeois voyaient des rapports entre les choses, Marx découvre des rapports *entre les hommes*. Et que démontrent donc les trois tomes de Marx et les soixante-dix-sept petites pages de Lénine, si ce n'est que là où l'économie courante voit les objets permutés dans l'échange, nous voyons, nous, les hommes engagés dans le mouvement des rapports sociaux ; là où elle voit la parfaite équivalence de ces objets, nous découvrons la duperie.

Karl Marx parle d'un petit démon qui donne à la marchandise ce caractère

(1) Marx le parcourt d'une seule envolée dans le magnifique chapitre I^{er} du "Capital".

miraculeux et à première vue incompréhensible. Lénine, comme tout autre marxiste, aurait été horrifié d'entendre dire qu'il est possible de produire et d'échanger des marchandises tout en exorcisant et en expulsant le démon qui les habite. Est-ce que Staline se l'imaginerait par hasard ? Ou bien veut-il seulement nous dire que le démon en question est plus fort que lui ?

Les fantômes des chevaliers médiévaux se sont vengés de la révolution en infestant les châteaux anglais, bourgeoisement cédés aux landlords. De même le feu follet de la marchandise court par les salles du Kremlin sans qu'on puisse l'arrêter, se moquant bien, lui, des flots de paroles déversés par les hauts-parleurs au 19^e Congrès (2).

Voulant établir que mercantilisme et capitalisme ne sont pas absolument identiques, Staline recourt de nouveau à notre méthode. Remontant le cours de l'histoire, il rappelle avec Marx que "dans certains régimes (esclavagiste, féodal, etc.), la production de marchandise a existé sans conduire au capitalisme". Effectivement, c'est bien ce que Marx a dit dans un passage de son vigoureux raccourci historique, mais dans un tout autre but et avec de tout autres conclusions. L'économiste bourgeois affirme qu'il ne pourra jamais exister d'autre mécanisme que celui de l'échange pour relier la production à la consommation, il sait bien, en effet, que tant que l'échange sera en vigueur, le Capital restera le maître du monde. Marx riposte : voyons maintenant quelle est la tendance de l'évolution historique ; pour commencer, vous êtes bien obligés d'admettre comme une donnée irrécusable du passé que l'acheminement du produit du travail jusqu'aux consommateurs n'a pas toujours été assuré par le mécanisme mercantile. Il cite à l'appui l'exemple des économies primitives fondées sur la cueillette et la consommation immédiate, le clan et la famille antiques, le système féodal de consommation directe à l'intérieur d'unités fermées où les produits n'ont donc pas besoin de revêtir la forme de marchandise. Avec le développement et la complication de la technique et des besoins, se créent des secteurs alimentés par le troc d'abord, par le commerce proprement dit ensuite. Cela prouve que le système mercantile n'est pas plus "naturel" que la propriété privée, qu'il n'est pas permanent et éternel comme le bourgeois le prétend. Or cette tardive apparition du mercantilisme (ou système de production des marchandises, comme Staline l'appelle) et son existence en marge d'autres systèmes servent justement à Marx pour démontrer comment, devenu universel avec l'extension du système capitaliste de production, il devra disparaître en même temps que lui.

Il serait trop long de citer les passages de Marx contre Proudhon, Lassalle, Rodbertus et cent autres, qui sont uniquement consacrés à dénoncer la tentative de concilier mercantilisme et émancipation socialiste du prolétariat.

Pour Lénine, c'est là la pierre angulaire du marxisme, avec laquelle il est difficile de faire cadrer la thèse actuelle de Staline affirmant :

"Il n'y a aucune raison pour, qu'au cours d'une période déterminée, la production de marchandises ne puisse également être mise au service d'une société socialiste", et "c'est seulement lorsque les moyens de production sont aux mains d'intérêts privés et que l'ouvrier, ne disposant pas d'eux, est contraint de vendre

(2) Où a été tenu le discours ici discuté de Staline.

sa force de travail, que la production de marchandises revêt un caractère capitaliste."

L'hypothèse est évidemment absurde, car dans l'analyse marxiste, chaque fois qu'une masse de marchandises apparaît, c'est justement parce que les prolétaires privés de toutes réserves ont dû *vendre* leur force de travail. Si dans le passé la production marchande était limitée à quelques secteurs, c'est que la force de travail n'était pas vendue spontanément comme aujourd'hui, mais extorquée par la force à des prisonniers réduits en esclavage ou à des serfs liés par des rapports de dépendance personnelle.

Faudra-t-il citer encore une fois les deux premières lignes du Capital :

"La richesse de la société dans laquelle domine le mode capitaliste de production se présente comme une immense accumulation de marchandises." ?

L'ÉCONOMIE RUSSE.

Après avoir témoigné, avec plus ou moins d'habileté, d'un respect ostentatoire pour les sources doctrinales, le texte aborde la question de l'économie russe actuelle. Il vise à faire taire des gens qui auraient, paraît-il, affirmé qu'un système de production de marchandises conduit inévitablement à la restauration du capitalisme et du même coup nous aussi qui disons plus clairement : *le système de la production mercantile ne survit que dans la mesure où l'on est en plein capitalisme.*

Dans la fameuse brochure de Staline, on trouve cet aveu sur l'économie russe : si les grandes fabriques industrielles sont étatisées, les petites et moyennes industries, par contre, ne sont pas expropriées, et le faire "aurait été un crime". Selon l'auteur il faudrait les orienter vers des coopératives de production.

Il y a en Russie deux secteurs de production de marchandises : le premier est celui de la production nationale d'Etat. Dans les entreprises étatiques les moyens de production et *la production* elle-même, c'est-à-dire les produits, sont propriété nationale. C'est simple, en France même, les manufactures de tabac et donc les cigarettes qu'elles produisent appartiennent à l'Etat. Mais cela suffit-il à nous donner le droit de dire que nous sommes dans une phase de "liquidation du salariat" et que l'ouvrier "n'est pas contraint" de vendre sa force de travail dans cette branche ? Certainement pas.

Passons à l'autre secteur, celui de l'agriculture : dans les kolkhoses, dit la brochure, même si la terre et les machines sont propriété d'Etat, le produit du travail appartient non pas à l'Etat, mais au kolkhose lui-même (1). Ce dernier ne les écoule pas autrement que comme des marchandises qu'il échange contre les biens dont il a besoin. Il n'existe pas, entre les kolkhoses et les villes, d'autres liens que cet échange. "Aussi, affirme Staline, la production marchande et les échanges sont-ils pour nous, à l'heure actuelle, une nécessité pareille à celle d'il y a trente ans."

Laissons de côté, pour l'instant, l'argument que la possibilité existe, encore que

(1) "Problèmes économiques du socialisme", p. 17.

très lointaine, de dépasser cette situation, mais notons qu'il n'est plus question désormais de dire, comme Lénine en 1922 : "Nous avons en main le pouvoir politique ; militairement nous nous maintenons, mais dans le domaine économique nous devons retourner aux formes mercantiles purement capitalistes", constatation qui avait alors le corollaire suivant : suspendons pour l'instant la construction de l'économie socialiste, sous y reviendrons après la révolution européenne. Ce que l'on dit aujourd'hui est tout autre et même l'opposé. On ne cherche même plus à établir une thèse comme la suivante par exemple : "dans le passage du capitalisme au socialisme, une certaine partie de la production reste quelque temps production de marchandises". On va jusqu'à dire que *tout est marchandise*, et qu'il n'existe pas d'autre cadre économique possible que l'échange mercantile et, par voie de conséquence, l'achat de la force de travail salariée, même dans les grandes entreprises d'Etat. Et, en effet, les moyens de subsistance, où donc l'ouvrier de l'usine les trouve-t-il ? C'est le kolkhose qui les lui vend par l'intermédiaire de marchands privés ou encore qui les cède à l'Etat à qui il achète de l'outillage, des engrais, etc. L'ouvrier va se ravitailler dans les magasins d'Etat et paye en monnaie. L'Etat peut-il distribuer directement à ses ouvriers les produits dont il est propriétaire ? Certainement pas, étant donné que le travailleur (surtout russe) ne consomme pas de tracteur, d'automobiles, de locomotives et encore moins de... canons et de mitrailleuses. Les vêtements et l'ameublement sont évidemment produits par ces entreprises, petites et moyennes, auxquelles l'Etat n'a pas touché.

L'Etat ne peut donc faire autrement que de donner un salaire en monnaie à ceux qui dépendent de lui et qui, avec cet argent, achètent ce qu'ils veulent (formule bourgeoise qui signifie : le peu qu'ils peuvent). Le fait que le patron qui distribue les salaires soit un Etat qui, "idéalement" ou "légalement", représente les ouvriers eux-mêmes, ne change rien tant que cet Etat n'a même pas pu commencer à distribuer quoi que ce soit de numériquement appréciable en dehors du mécanisme mercantile.

ANARCHIE ET DESPOTISME.

Staline a voulu rappeler quelques objectifs marxistes que nous avons si souvent exhumés de l'oubli : diminuer la distance et l'antithèse entre ville et campagne, dépasser la division sociale du travail, réduire de façon draconienne la journée du travail (à cinq ou six heures immédiatement), seul moyen pour éliminer la division entre travail manuel et travail intellectuel et extirper les restes de l'idéologie bourgeoise.

Pour sortir du capitalisme, il faut détruire, en même temps que le système de production mercantile, la division sociale du travail, et — Staline le rappelle — la division même technique par entreprises qui entraîne l'abrutissement de l'ouvrier et sur laquelle repose le *despotisme* de fabrique.

Les deux pivots du système bourgeois sont l'anarchie sociale et le despotisme de fabrique. Chez Staline, on voit encore un effort de lutte contre la première mais il ne dit mot du second. Rien dans la Russie d'aujourd'hui ne va dans le sens des conquêtes programmatiques qu'il rappelle dans son discours, et à plus forte raison, de celles qu'il laisse dans l'ombre.

Fabrique d'Etat et kolkhose sont séparés par une barrière qui ne se lève que

pour les affaires qu'ils font l'un contre l'autre ; dans ces conditions, il n'y a aucune chance pour qu'elle soit abattue demain plutôt qu'aujourd'hui ! Mais alors, qui est-ce qui atténuera la division sociale du travail entre ouvrier et paysan ? Qu'est-ce qui pourra libérer le premier de la nécessité de vendre trop d'heures de travail pour trop peu d'argent et de nourriture, en lui permettant ainsi de disputer le monopole de la science et de la culture à la tradition bourgeoise ?

Non seulement nous ne sommes pas dans la première phase du socialisme, mais nous n'avons même pas atteint au capitalisme d'Etat intégral, économie où toute la production composée de marchandises circulant au moyen de l'argent, où chaque produit est à la disposition de l'Etat, si bien que celui-ci peut fixer centralement tous les rapports d'équivalence, y compris celui de la force de travail et du salaire. Un tel Etat fonctionnerait au service du Capital devenu anonyme et souterrain et la classe ouvrière ne pourrait ni le contrôler économiquement et politiquement ni le conquérir ; mais, de toute façon, en Russie, on en est encore loin : tout ce qu'on y trouve est l'industrialisme d'Etat d'après la révolution anti-féodale. Grâce aux investissements de l'Etat dans de vastes travaux publics, ce système permet le développement et l'extension rapide de la mécanisation et du capitalisme. Il accélère donc la transformation de l'économie agraire et des rapports juridiques de la campagne dans un sens bourgeois ; mais les entreprises agricoles "collectives" n'ont rien d'étatique ni, c'est bien clair, de socialiste. Elles sont au niveau des coopératives gérant la production agraire sur la base du louage, sinon de l'achat de terrains qui peuvent même appartenir au Domaine, telles qu'on en trouvait en Italie dans la vallée du Pô. La seule différence est qu'on vole cent fois plus dans les kolkhoses que dans ces modestes, mais honnêtes coopératives ; ce que Staline ne peut pas savoir, dans son Kremlin...

L'Etat industriel obligé de négocier l'achat de vivres à la campagne sur le terrain du "marché libre" maintient la rémunération de la force et du temps de travail au même niveau que l'industrie capitaliste privée. On peut même dire que, du point de vue de l'évolution économique, l'Amérique, par exemple, est plus proche que la Russie du capitalisme d'Etat intégral. Car, en fin de compte, alors que l'ouvrier russe consacre peut-être les 3/5 de son salaire à l'achat de produits agricoles, l'ouvrier américain, lui, les destine aux produits industriels ; en outre, les produits alimentaires eux-mêmes lui sont livrés bien souvent par l'industrie sous forme de boîtes de conserve (le malheureux !).

ÉTAT ET RECLADE.

Ici se pose une autre grande question : Staline avoue ne prévoir aucune intervention dans le système des rapports entre agriculture et industrie pour les rapprocher davantage — ce qui ne serait pas du socialisme, mais un étatisme plus poussé et cela alors que, après le grand développement industriel en Russie, ces rapports restent tout à fait de type bourgeois.

Cette nouvelle reculade se retranche habilement derrière la doctrine. Que pouvons-nous faire ? Exproprier brutalement les kolkhoses ? Pour cela il faudrait recourir à la force de l'Etat. Et voilà que Staline se met à invoquer l'abolition

future de l'Etat, revendication dont, en d'autres occasions, il parlait comme d'une plaisanterie, d'une chose bonne à jeter à la ferraille.

Evidemment, la thèse selon laquelle l'Etat ouvrier doit désarmer à une époque où tout le secteur agricole est encore organisé selon des formes mercantiles et de propriété privée ne se défend pas ; car même si l'on admettait, pour un instant, la thèse que nous avons discutée plus haut et selon laquelle la production de marchandises peut subsister à l'époque du socialisme, elle serait pourtant inséparable de cette autre : *tant que le mercantilisme ne sera pas éliminé partout, on ne pourra pas parler de suppression de l'Etat.*

Ceci établi, il ne reste plus qu'à conclure une chose. En Russie la solution du rapport fondamental entre ville et campagne (qui, au cours d'une évolution dramatique, a perdu ses caractéristiques asiatiques et féodales millénaires) se présente exactement comme en régime capitaliste, et Staline la formule dans les termes classiques que les pays bourgeois lui ont toujours donnés : *s'efforcer de bien régler l'échange entre les produits de l'industrie et ceux de la terre.*

"Ce système réclamera donc une *augmentation notable de la production industrielle.*" Nous y voilà ! Si l'on fait un moment abstraction de l'Etat, c'est même une solution "libérale" ! On confesse que pour résoudre la question du rapport de l'agriculture et de l'industrie, on ne peut faire autre chose qu'industrialiser et accroître la production ; cette solution intervient donc au détriment des ouvriers.

Nous en arrivons maintenant à l'autre grande question du rapport entre *Etat et entreprise* et des rapports entre *les entreprises elles-mêmes*. Elle s'est présentée à Staline sous la forme suivante : *la loi de la valeur* propre à la production capitaliste est-elle valable en Russie, même dans le secteur de la grande industrie étatique ? Selon cette loi, l'échange se produit toujours entre équivalents ; mais Marx a abattu cette façade trompeuse de "liberté, égalité et Bentham" (1) en montrant que le capitalisme produit non pas pour le produit, mais pour *le profit*. Le manifeste de Staline louvoye de telle façon entre le double écueil de la nécessité des lois économiques et de la possibilité de les dominer qu'il confirme notre thèse : dans sa forme la plus puissante, le capitalisme s'assujétit l'Etat, alors même que celui-ci apparaît juridiquement comme le patron de toutes les autres entreprises.

(1) Bentham, juriste anglais et philosophe de l' "utilitarisme". Ce qui donne la signification exacte de la devise bourgeoise, plaisamment modifiée par Marx.

DIALOGUE AVEC STALINE

Deuxième journée

POINTS CLAIRS ET POINTS OBSCURS.

Dans la première journée de la discussion au sujet de la nature exacte de l'économie actuelle de la Russie, nous avons contesté que *production de marchandises* et *économie socialiste* puissent être compatibles. Dans le monde moderne du *travail associé*, où les travailleurs sont regroupés en entreprises de production, tout système de production de marchandises se définit à nos yeux comme *une économie capitaliste*.

Nous aborderons plus tard la question des stades successifs de l'économie (ou mieux de l'organisation) socialiste et la distinction à établir entre les formes inférieures et supérieures du communisme. Pour sortir de la définition de "systèmes immobiles" et donc abstraits et nous placer sur le terrain historique, disons dès maintenant, que la thèse centrale de notre doctrine est la suivante : *le passage du capitalisme au socialisme ne se fait pas d'un seul coup, mais par un long processus*. Nous admettons donc que pendant une période assez longue des secteurs d'économie privée pourront coexister avec des secteurs d'économie collective, et des secteurs capitalistes (ou précapitalistes) avec des secteurs socialistes. Mais nous précisons, dès maintenant, que tout domaine ou tout secteur qui reçoit ou qui vend des marchandises (y compris la force de travail de l'homme) relève de l'économie capitaliste.

Dans sa brochure, Staline déclare que le secteur agricole en Russie est mercantile et il confirme même qu'en tant que possesseur de certains moyens de production il appartient à l'économie privée. Il tente, par ailleurs, de soutenir que si le secteur de la grande industrie produit des marchandises, c'est uniquement en ce qui concerne les biens de consommation et non les biens de production. Malgré tout cela, il affirme que non seulement le secteur de la grande industrie, mais l'ensemble de l'économie russe peut être défini comme socialiste même si la production mercantile y survit dans une large mesure. Nous avons amplement répondu à tout cela ; aujourd'hui nous devons passer à la question des "lois économiques" et de la "loi de la valeur".

Engels a établi qu'on ne sort du capitalisme que dans la mesure où l'on sort du mercantilisme et qu'on ne dépasse le premier que là où l'on dépasse le second. C'est à lui que se réfèrent ceux qui faisaient des objections à la thèse de Staline (1). Cette position, Engels l'a développée dans le chapitre "socialisme" et dans les chapitres "Théorie, Production, Distribution" de son livre contre Dühring, "stalinien"... avant la lettre. Que fait Staline ? Il extrait UN SEUL passage et essaye de lui faire dire tout autre chose. Ce passage d'Engels dit : "Quand la société prend possession des moyens de production, la production de marchandises est éliminée et avec elle la domination du produit sur les producteurs." Engels,

(1) Notkine, par exemple.

observe Staline, ne précise pas s'il s'agit de *tous* les moyens de production ou seulement *d'une partie* d'entre eux. La distinction pourrait (peut-être !) passer pour habile, mais elle est erronée du point de vue doctrinal. Or, poursuit Staline, seule la prise de possession de *tous* les moyens de production (petite, moyenne et grande industrie et agriculture), permet d'abandonner le système de production de marchandises. Sacrebleu !

Vers 1919, nous avons, avec Lénine (et Staline) sué sang et eau pour faire entrer dans la tête dure des sociaux-démocrates et des libertaires cette idée que les moyens de production ne peuvent pas être conquis en un seul jour et comme par un coup de baguette magique ; nous leur expliquions que c'était pour cette raison et uniquement pour cette raison que Sa Terreur, la Dictature est nécessaire. Et aujourd'hui, il faudrait imprimer des manuels d'économie politique pour faire admettre cette énormité que tous les produits perdront d'un seul coup leur caractère de marchandises, le jour où un fonctionnaire monté au Kremlin soumettra à la signature du Staline de cette lointaine époque le décret expropriant la dernière volaille du dernier membre du dernier kolkhose !

Ailleurs, Engels parle de la possession de tous les moyens de production, et nous nous entendons dire que sa formule précédente "ne peut pas être considérée comme parfaitement claire et précise".

Ça, c'est un peu fort ! Frédéric Engels, si réfléchi, si limpide, si définitif — Frédéric Engels inégalable pour sa patience à corriger les déviations doctrinales — taxé d'un manque de précision et de clarté ! Passerait encore pour l'impétueux Marx que l'éclat de ses vues et de son langage fait parfois trouver obscur, parce qu'il aveugle, et qui, par suite, est peut-être (peut-être...) plus facile à falsifier, mais Engels, dont la prose coule de source et qui, par discipline scientifique autant que par don naturel, n'écrit jamais un mot de trop ni de moins ! Un instant ! Nous ne sommes pas ici à "l'Orgbureau" au comité d'agitation, où peut-être l'ex-camarade Staline aurait pu regarder Engels d'égal à égal ! Ici nous sommes à l'école des principes !

Où parle-t-on de s'emparer de *tous les moyens* de production ? Là où l'on parle de marchandises, peut-être ? Hélas, il n'en est plus question ! Engels rappelle que depuis l'avènement du capitalisme, cette prise de possession de tous les moyens de production "est apparue plus ou moins obscurément comme un *idéal* d'avenir aux yeux des individus et des sectes". Il n'est plus question pour nous d'*idéal*, mais de *science*. C'est pourquoi nous ne pouvons pas nous permettre ne serait-ce qu'une demi-obscrité.

Si Engels, un peu plus loin, reparle de la société comme maîtresse de tous les moyens de production, c'est justement dans le passage qui traite des revendications d'ensemble, puisque c'est seulement par cette conquête que l'on arrivera à *l'émancipation de tous les individus*. Il montre alors comment la suppression de l'opposition entre ville et campagne, entre travail manuel et travail intellectuel, et l'abolition de la division sociale et professionnelle du travail (1) a déjà été revendiquée par les utopistes et, avec une vigueur particulière, par Fourier et Owen.

(1) Staline admet la suppression des deux premières, mais prétend, commettant une grave faute de doctrine, que le problème n'a pas été posé par les classiques du marxisme !

Ceux-ci proposaient en effet de limiter à trois mille âmes les centres habités et de faire alterner régulièrement les occupations manuelles et intellectuelles pour le même individu. Engels ne reproche qu'une seule chose à ces justes et généreuses revendications : d'apporter la preuve qu'elles sont réalisables. Le marxisme la fournira en s'appuyant sur le niveau du développement des forces productives alors atteint par le capitalisme (et depuis dépassé !). Anticipant sur la victoire suprême de la révolution, il décrit cette "organisation dans laquelle le travail ne sera plus un fardeau, mais un plaisir", et il rappelle la démonstration définitive du chapitre XII du *Capital* sur l'élimination de la division du travail dans la société et de ce despotisme de fabrique qui abrutit l'homme.

Ni Staline, ni Malenkov ne peuvent se vanter d'avoir progressé d'un seul pas à aucun de ces points de vue. Le stakhanovisme et la réaction dialectique qu'il provoque chez de pauvres brutes écrasées par un système qui divinise l'entreprise, la "sturmovchtchina" prouvent en effet que l'évolution se fait dans le sens du capitalisme le plus étouffant.

Staline minimise ces revendications en les réduisant à la "disparition de l'opposition des intérêts entre l'industrie et l'agriculture" et entre "travailleurs manuels et personnel technique dirigeant". Il s'agit d'une toute autre chose : l'abolition dans l'organisation sociale de la répartition fixe des hommes entre ces sphères et ces fonctions !

Comment diable ces passages d'Engels autoriseraient-ils à dire que pour la construction de la société future, on n'a pas besoin de détruire l'un après l'autre les retranchements du mercantilisme ? Il faudrait citer intégralement ces quelques chapitres. Nous nous limiterons aux passages essentiels, que contrairement à Staline, nous acceptons sans les moindres "réserves", parce qu'ils sont parfaitement clairs et indiscutables. D'Engels : "l'échange de produits d'égale valeur, exprimée par le travail social — donc loi de la valeur — est justement la loi fondamentale de la production des marchandises et donc de sa forme la plus élevée, la production capitaliste." Engels accuse ensuite Dühring de concevoir, de même que Proudhon, la société future comme une société mercantile et de ne pas s'apercevoir qu'il décrit une société capitaliste en croyant décrire le socialisme. "Société capitaliste d'ailleurs imaginaire", ajoute-t-il. Celle que Staline décrit est bien réelle, c'est pourquoi sa brochure n'est pas à négliger, dirons-nous. De Marx : "Représentons-nous une association d'hommes libres travaillant avec des moyens de production communs, et utilisant, d'après un plan conscient, leurs nombreuses forces individuelles comme une seule et même force sociale de travail." Ce paragraphe initial est tout un programme révolutionnaire. Lorsqu'on arrivera à cette forme d'organisation sociale (lapidairement définie par le terme de communisme), ce sera le retour au point de départ, à Robinson ! Qu'est-ce que cela signifie ? Que le produit de Robinson n'était pas une marchandise, mais seulement un objet d'usage, l'échange n'étant pas né, et pour cause ! "Cela se reproduit ici (c'est-à-dire : dans l'association communiste) SOCIALEMENT, mais non individuellement", dit Marx, parcourant d'un regard toute l'histoire humaine. Pour comprendre cela, il suffit de savoir lire ! Et l'on peut clairement lire : quand la société est socialiste, le produit du travail cesse à nouveau d'être marchandise. Ensuite, Marx arrive à la confrontation de "cet état de chose" (le socialisme) avec la "production mercantile", montrant que celle-ci en est dialectiquement l'exact opposé, l'antithèse féroce et inconciliable du premier.

SOCIÉTÉ ET PATRIE.

Avant d'aborder les lois de l'économie, il faut encore ajouter quelques lignes sur la version que donne Staline du programme socialiste présenté par Engels dans les chapitres dont nous venons de parler.

Il importe d'autant plus de le faire que, dans sa réfutation de divers économistes russes, Staline, loin de continuer dans la voie des attaques et des révisions du texte classique, en rapporte des passages entiers et formule une énergique condamnation de parti contre toute violation de l'orthodoxie en cette matière.

Dans l'Anti-Dühring, son œuvre fondamentale, Engels parle à tout instant d'appropriation *par la société* des moyens de production et surtout (soulignons-le cent fois) des *produits* qui aujourd'hui dominent le producteur et jusqu'au consommateur, si bien que pour nous, le capitalisme se définit comme un système refusant aux producteurs bien plus la disposition des produits que celle des moyens de production.

Dans la paraphrase moscovite, la "société" disparaît; en revanche, on parle et reparle du passage des instruments de production à l'*Etat*, à la *Nation* et, quand il s'agit vraiment d'émouvoir (dans les discours au milieu des ovations d'usage) au *Peuple* et à la *Patrie socialiste*.

On ne peut dénier à la description stalinienne le mérite d'une sincérité brutale. En résumé, la prise de possession des instruments de production y apparaît comme purement juridique. Pour ce qui regarde la terre et les grands moyens de production agricole, tous ses effets se limitent en réalité à un article du Statut de l'artel d'Etat ou de la dernière Constitution (d'ailleurs en cours de révision) de l'Union Soviétique. En effet, la disposition économique des produits agricoles qui sont partagés entre kolkhoses et membres individuels du kolkhose ne correspond pas à la déclaration légale sur la propriété. La prise de possession par l'Etat n'est effective que dans la grande industrie, puisqu'il ne dispose que des produits de celle-ci et revend ceux d'entre eux qui sont biens de consommation. Dans la petite et moyenne entreprise, dans les entreprises commerciales, par contre, il n'existe de prise de possession publique ni pour les produits, ni même pour les moyens de production. Il en va de même pour le menu outillage de la culture familiale et parcellaire que l'Etat encourage (1).

Malgré l'existence d'usines immenses et de gigantesques travaux de constructions publiques, la République qui se dit socialiste et soviétique n'a en main et ne contrôle que peu de choses, en somme; et bien peu a été véritablement étatisé et nationalisé. L'importance de la propriété d'Etat relativement à l'ensemble de l'économie est peut-être plus grande dans certains pays "bourgeois".

Mais à quel organe, à quelle force sera transféré ce qui sera arraché aux intérêts après la révolution? Le *peuple*, la *nation*, la *patrie*? Jamais Marx ni Engels n'ont usé de tels termes. "La transformation (de la propriété privée) en propriété d'Etat ne supprime pas l'appropriation capitaliste des forces productives", affirme Engels dans un des chapitres plus haut cités.

(1) Et naturellement, depuis la réforme de Krouchtchev, pour le gros outillage des S.M.T., vendu aux kolkhoses.

Quand ce sera vraiment la société qui s'attribuera la disposition des produits, il est clair qu'elle aura dépassé la division en classes, que ce sera une société sans classes. Mais tant que les classes existeront, la société restera organisée PAR UNE SEULE CLASSE, et c'est une seule classe encore qui les abolira toutes et dialectiquement s'abolira elle-même. Ici se greffe la magistrale élucidation de la doctrine de l'Etat, qui dès 1847 était définie : "Le prolétariat s'empare du pouvoir d'Etat et avant tout transforme les instruments de production en propriété d'Etat (paroles de Marx citées par Engels), mais par cela même il se supprime en tant que prolétariat, par cela même toutes les différences et oppositions de classe, et l'Etat lui-même, sont abolis." C'est alors, de cette façon, et seulement sur cette voie que nous verrons vraiment la société agir et disposer finalement des forces productives, de tous les produits et de toutes les ressources.

Mais le peuple, qui diable est-ce donc ? Un hybride des différentes classes, une notion intégrant en un tout homogène exploités et esclaves, professionnels du pouvoir et des affaires d'une part, affamés et opprimés, de l'autre. Le peuple, nous n'avons même pas attendu 1848 pour l'abandonner aux ligues pour la Liberté et la Démocratie, ainsi qu'au pacifisme et au progressisme humanitaire. Avec ses "majorités" tristement fameuses le peuple est non le "sujet" de la gestion économique, mais seulement l'"objet" de l'exploitation et de la tromperie.

Et la nation ? C'est une autre nécessité et condition fondamentale pour la construction du capitalisme. Terme géographique, ethnographique ou linguistique, elle représente la même confusion des classes sociales que la fade expression juridique et philosophique du "peuple". La nation, non plus, ne s'approprie rien : dans des passages fameux, Marx a tourné en dérision les expressions de richesse nationale et de revenu national (qui jouent un rôle important dans l'analyse que Staline fait de la Russie) et il a démontré que lorsque la nation s'enrichit, c'est que le travailleur est roulé.

Les révolutions bourgeoises, la substitution de l'industrie moderne aux régimes économiques précédents — féodaux en Europe et de nature diverses dans le monde — qui sont autant de bonds nécessaires et révolutionnaires, n'ont pas été conduites au nom de la bourgeoisie et du Capital, mais au nom des "peuples" et des "nations". On peut en déduire que Moscou est parfaitement cohérente avec elle-même quand, lançant des mots d'ordre tels que "démocratie populaire" et "indépendance nationale", elle abandonne l'économie marxiste et la nation prolétarienne, révolutionnaire et internationaliste de SOCIÉTÉ, en usage dans les textes classiques, pour revenir à des catégories politiques propres aux idéologies de la propagande bourgeoise.

Il ne faut donc pas s'étonner de voir répéter après 26 ans (1) la consigne éhontée avec laquelle nous, marxistes, avons rompu pour toujours : ramasser les drapeaux de la bourgeoisie, (2) qui, après avoir été portés bien haut au temps des

(1) En 1925, Zinoviev donnait pour mot d'ordre aux communistes italiens : « Vive la Liberté ! »

(2) Discours de Staline au XIX^e Congrès : « Le drapeau de l'indépendance nationale et de la souveraineté nationale est jeté par-dessus bord (par la bourgeoisie, N.d.R.). Il ne fait pas de doute que ce drapeau, c'est vous, représentants des partis communistes et démocratiques, qui devez le relever et le porter en avant si vous voulez être des patriotes, si vous voulez devenir la force dirigeante de la nation. Nul autre que vous ne peut le relever. » (Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S., p. 110.)

Cromwell, des Washington, des Robespierre et des Garibaldi, sont tombés dans la boue. Bien au contraire, la révolution devra, dans sa marche en avant, les fouler aux pieds, sans pitié, opposant la société socialiste aux mensonges et aux mythes des "peuples", des "nations" et des "patries".

LOIS ET THÉORIE.

Au cours du débat de Moscou, les lois de l'économie russe ont été également comparées avec celles que le marxisme a établies pour l'économie bourgeoise.

Certains disaient la chose suivante : au cas où notre économie serait déjà socialiste, nous ne serions plus contraints par un déterminisme inexorable à nous engager dans la voie de certains processus économiques, mais nous pourrions au contraire modifier la courbe de notre évolution, par exemple, en nationalisant les kolkhoses ou en supprimant l'échange ou la monnaie. Si vous prouvez que ceci est impossible, laissez-nous conclure que nous vivons dans une économie complètement capitaliste. A quoi bon feindre le contraire ?

D'autres voulaient, au contraire, que l'on abandonnât une bonne fois les caractéristiques déterminantes que la théorie marxiste a assignées au socialisme.

Luttant "dialectiquement" sur les deux fronts, Staline se met en devoir de résister à ces deux groupes de chercheurs ingénus, qui ne sont évidemment pas des éléments "politiques" actifs : autrement, il eût été facile, à l'aide d'une "purge", de les mettre en demeure de ne plus l'importuner. Il s'agit seulement de "techniciens" et d'experts de la production. C'est uniquement par leur intermédiaire que le gouvernement central peut savoir si la grande machine économique fonctionne bien, ou, au contraire, a des "ratés". C'est pourquoi, il ne lui servirait à rien de les faire taire. Ils pourraient avoir dit vrai et la crise éclaterait quand même, sous une forme ou une autre. Les difficultés soulevées (ou plutôt mises en lumière) ne sont pas de nature académique, critique, et encore moins parlementaire. Pour pouvoir rire de telles futilités, il faut être, nous ne dirons même pas un Hitler, mais le dernier petit de Gaspéri venu. Ces difficultés sont réelles, matérielles, elles résident dans la nature des choses, et non pas dans les cerveaux.

Pour pouvoir répondre à ces deux ordres d'objections, le gouvernement central doit soutenir deux choses. La première est que, même en économie socialiste, les hommes doivent obéir à des lois proprement économiques qui ne se laissent pas transgresser. La seconde est que, même si ces lois sont destinées dans le communisme intégral de l'avenir à être très différentes de ce qu'elles sont sous le capitalisme, certaines d'entre elles restent inchangées sous le *socialisme*, tandis que d'autres se modifient, et ceci tant dans le domaine de la production que dans celui de la distribution. Dès lors, une fois les lois qui apparaissent insurmontables identifiées, il faut, sous peine de faillite, en tenir compte et surtout ne pas aller contre elles. Un problème particulier, bien qu'essentiel, s'est ensuite posé : *la loi de la valeur*, entre autres, s'applique-t-elle ou non à l'économie russe ? Si oui, tout mécanisme économique fonctionnant selon la loi de la valeur n'est donc pas pur capitalisme ? A la première question, Staline répond : OUI, chez nous, la loi de la valeur est en vigueur, même si ce n'est pas partout. A la seconde : NON, il peut exister une économie qui, tout en n'étant pas capitaliste, respecte la loi de la valeur.

Dans tout ce solennel "essai" théorique, l'ordonnance de l'exposé semble bien défectueuse, et surtout bien vulnérable à la polémique. Les adversaires philosophiques du marxisme auront beau jeu de se gausser d'une assimilation aussi sommaire des effets des lois naturelles et de ceux des lois économiques sur l'espèce humaine. Il en va de même pour les ennemis de la doctrine économique du marxisme qui, depuis un siècle, s'efforcent de prendre leur revanche sur Marx et veulent nous enfermer dans l'impossibilité d'échapper aux lois de la rentabilité économique et de la concurrence des intérêts sociaux tels qu'ils les conçoivent.

Il faut distinguer entre théorie, lois et programme. A un moment, Staline se laisse aller à dire que Marx n'aimait pas (!) à s'abstraire de l'étude de la société capitaliste. Pourtant à chaque pas, Marx démontre que son but n'est pas de décrire froidement le *fait* capitaliste, mais de proposer la *destruction* du régime et d'avancer le programme de cette destruction.

En rappelant ce fait, nous ne voulons pas seulement détruire une vieille et écœurante légende opportuniste. Nous voulons montrer que l'œuvre de Marx, au lieu de s'attarder dans la description de capitalismes contingents s'en tient, étant de nature toute polémique, à un capitalisme-type, un système capitaliste *abstrait*, oui Messieurs ! qui n'existe pas, non Messieurs ! Mais qui correspond pleinement aux hypothèses des économistes qui se proposaient d'en faire l'apologie.

Ce qui importe, en effet c'est le heurt entre deux positions dont l'une veut prouver la permanence, voire *l'éternité* de la machine capitaliste ; et dont l'autre en démontre la fin prochaine. C'est un heurt de classe et de parti, et non pas une banale querelle d'hommes de science.

Sous cet angle, il a convenu au révolutionnaire Marx de supposer que les engrenages de la machine capitaliste sont réellement centrés et lubrifiés de façon parfaite par la libre concurrence et le droit égal pour tous de produire et de consommer selon les mêmes règles. Dans la véritable histoire du capital, cela n'a jamais été n'est pas, ni ne sera jamais. Les données réelles sont donc *infiniment plus favorables* à notre démonstration que l'hypothèse. Eh bien, tant mieux !

En bref, si le capitalisme était parvenu à commencer un nouveau siècle d'existence avec la même facilité idyllique qu'au cours du précédent, toute la démonstration marxiste s'effondrerait. Mais puisqu'au contraire, si le capitalisme continue certes à vivre, il n'y parvient que par le monopole, l'oppression, la dictature et le massacre, la puissance de la théorie marxiste se vérifie avec éclat. Les données économiques du développement capitaliste sont justement celles qu'il devait avoir au départ comme dans notre analyse du "type pur" initial de la théorie. Cela confirme notre doctrine et infirme celle de ses propres serviteurs.

On peut dire que Marx a consacré sa vie à décrire le *socialisme* ou le *communisme* : nous osons même ajouter que s'il se fût seulement agi de décrire le capitalisme, il s'en serait bien moqué.

Marx étudie et développe donc les "lois économiques" du capitalisme, oui, mais il fait de sorte qu'apparaisse le système des caractères du socialisme dans sa pleine opposition dialectique à ces lois.

Le socialisme a donc des lois ? Et ces lois sont différentes de celles du capitalisme ? Mais alors, quelles sont-elles ?

Un moment !

Au centre de l'édifice du marxisme, nous plaçons le programme, moment postérieur au froid effort de recherche.

"Les philosophes ont suffisamment interprété le monde, il s'agit maintenant de le transformer" disent les thèses sur Feuerbach (et tout imbécile "cultivé" d'ajouter aussitôt : thèse de jeunesse). Mais avant le programme et même avant les lois découvertes par le marxisme, il faut définir l'ensemble de la doctrine, le "système de théories" qui la constitue.

Certaines d'entre elles, Marx les a trouvées toutes faites chez ses propres contradicteurs : c'est par exemple la théorie de la valeur de Ricardo, et aussi celle de la plus-value. Nous ne voulons pas dire que Staline ne l'ait jamais su, mais disons qu'elles sont différentes de la "loi de la valeur" et de la "loi de la plus-value" que Marx a traitées à fond et que, pour ne pas induire en erreur les moins expérimentés d'entre nous, il serait préférable d'appeler "loi de l'échange entre équivalents" et "loi du rapport entre taux de plus-value et taux de profit".

Il est urgent de clarifier pour le lecteur cette distinction entre théorie et loi, qui vaut également dans l'étude de la nature physique.

Une *théorie* est une présentation des processus réels et des relations qu'ils soutiennent entre eux, visant à faciliter la compréhension générale d'un certain domaine. La prévision et la modification de ces processus ne viennent qu'ensuite.

Une *loi* est l'expression précise d'une certaine relation entre plusieurs (et en particulier deux) séries de faits matériels, relation constamment vérifiée et qui, en tant que telle, permet de calculer des rapports inconnus (peu importe, messieurs les philosophes, qu'ils soient futurs, présents ou passés !)

La *théorie* est quelque chose de général ; la *loi* quelque chose de particulier et de bien délimité. La *théorie* est généralement qualitative et définit certaines entités ou grandeurs. La *loi* est quantitative et vise à les mesurer.

En voici un exemple emprunté à la physique. Dans l'histoire de l'optique deux "théories" de la lumière ont connu tour à tour la faveur des savants. Selon la théorie corpusculaire, la lumière est l'effet de la course d'infimes particules, tandis que pour la théorie ondulatoire le phénomène s'explique par l'oscillation d'un milieu fixe. Or la loi de l'optique la plus simple énonce que le rayon incident fait avec le miroir un angle égal à l'angle de réflexion. Le galant qui observe dans la glace sa belle occupée à sa toilette a vérifié mille fois cette loi sans le savoir : elle se concilie en fait avec les deux théories. Pour trancher il fallait faire appel à d'autres phénomènes et à d'autres lois.

Or, d'après le texte de Staline, la "loi de l'échange entre valeurs équivalentes" se concilierait AUCSI BIEN avec sa "théorie" qui dit : il existe des formes mercantiles en économie socialiste qu'avec la théorie que nous revendiquons modestement comme nôtre et qui affirme : "Là où l'on trouve la grande production et les formes mercantiles, on a affaire au capitalisme".

Vérifier la loi est facile : il suffit d'aller en Russie et de constater que l'échange se fait en roubles, à des prix déterminés, comme dans n'importe quel bazar. Donc, la loi de l'échange entre équivalents est en vigueur. Savoir maintenant quelle

théorie est la vraie est un peu plus compliqué ! Notre conclusion à nous est qu'en Russie, le régime est pleinement, nettement, authentiquement capitaliste. Staline, lui, fabrique une théorie (justement les théories s'inventent, tandis que les lois se découvrent !) affirmant, en défi au vieux Marx, que certains phénomènes économiques du socialisme obéissent normalement à la loi de l'échange (dite loi de la valeur).

NATURE ET HISTOIRE.

Avant de rechercher quelles sont, chez Marx, les lois de l'économie capitaliste — et en particulier quelles sont celles qui "distinguent" le socialisme du capitalisme ou qui, éventuellement, sont communes aux deux stades — il nous faut relever l'assimilation trop grossière à laquelle Staline procède entre les lois de la nature et les lois de la société.

Disciples de Marx, nous devons être des combattants et des polémistes : c'est pourquoi il ne nous est pas permis de résoudre le problème de façon scholastique, autrement dit d'insister sur l'aspect d'analogie de ces deux ordres de lois à la seule fin "politique" d'éviter qu'on nous dise : puisque les lois de la société ne sont pas aussi rigides, par exemple que la loi de la gravitation, allons-y pour en faire sauter quelques-unes. La position centrale de Marx dans sa lutte contre les roquets payés par les Universités bourgeoises pour aboyer contre lui était justement que "*les lois de l'économie bourgeoise ne sont pas des lois naturelles*" et que nous pouvons donc vouloir en briser la domination. L'écrit de Staline rappelle, il est vrai, que les lois de l'économie ne sont pas "éternelles", mais propres à chaque stade ou époque sociale : esclavage, féodalité, capitalisme. Mais il ne le fait que dans l'intention de conclure que "certaines lois" sont communes à toutes les époques et qu'elles régiront également le socialisme, qui aura donc, lui aussi, son "économie politique".

Staline ne tourne-t-il pas en dérision Iaroschenko et Boukharine qui auraient, paraît-il, affirmé qu'en régime socialiste une science de l'organisation sociale succèdera à l'économie politique. Mordant, il rétorque que cette science nouvelle avait déjà été abordée par certains économistes pseudo-marxistes qui avaient peur de la police tsariste et qu'elle n'était autre chose qu'une "politique économique", dont il admet d'ailleurs la nécessité comme chose distincte. Le socialisme connaîtra-t-il une science économique ? C'est une question dont nous discuterons lorsque les termes en auront été correctement posés. Ce qui est certain, c'est que tant qu'existera une *politique économique* (comme ce sera encore le cas sous la dictature du prolétariat), il existera aussi des classes rivales, ce qui signifie que l'on ne sera toujours pas arrivé au socialisme. La question de Lénine s'impose alors : qui détient le pouvoir ? C'est-à-dire : dans quel sens s'effectue le développement économique, qui, nous en sommes d'accord, procède par stades ? Le sens de ce développement ce sont les lois auquel il obéira qui nous le diront.

Nous traiterons ailleurs le problème général des lois de la nature et de l'histoire. En effet, la banalité avec laquelle Staline formule la théorie (ici, il s'agit bien de *théorie* et non de *loi*) du matérialisme historique dans les problèmes du déterminisme et de la volonté, de la causalité et de la finalité lui attire des attaques qui rejaillissent sur le marxisme, étant donné que sur mille journalistes ou écrivains, il y en a neuf cent quatre-vingt-dix-neuf qui considèrent Moscou comme son

centre officiel. Rares sont ceux qui comprennent la position originale de Marx. Elle est d'ailleurs bien gênante pour ceux qui pratiquent la politique opportuniste du succès. Elle a toujours affirmé l'antagonisme historique des classes et leur lutte directe, qui se sert tour à tour de la machine à écrire et de la mitrailleuse, puisqu'on ne peut plus parler "de plume et d'épée".

Nous reconnaissons à la bourgeoisie le mérite d'avoir fait progresser la méthode scientifique critique, lors de sa victoire sur l'ancien régime, et de l'avoir portée avec audace du domaine naturel au domaine social. C'est elle qui découvrit et proclama la première des *théories* qui sont aujourd'hui nôtres : théorie de la valeur, selon laquelle la valeur d'une marchandise est donnée par la quantité de travail social nécessaire à sa reproduction ; théorie de la plus-value, selon laquelle la valeur de chaque marchandise contient du capital avancé et de la plus-value, la première fraction n'étant qu'une restitution, mais la seconde un gain.

"Les mêmes lois physiques valent aussi bien pour la nébuleuse primitive que pour notre globe actuel : donc, on doit admettre que toutes les sociétés de l'avenir seront astreintes aux mêmes rapports sociaux que ceux d'aujourd'hui", affirmait-elle, triomphante, bannissant l'intervention de Dieu et de la pensée pure tant du domaine social que du domaine naturel. Le marxisme consiste à démontrer au contraire de façon scientifique que le cosmos social suit un cycle aboutissant à la destruction des formes et des lois capitalistes et que la société de l'avenir obéira à des lois différentes.

MARX ET LES LOIS.

Engels reconnaissait en Marx le fondateur de la doctrine du matérialisme historique. Marx, de son côté, déclarait que l'apport qu'il avait fourni n'avait pas consisté à découvrir la lutte de classe, mais, appliquant la doctrine au monde moderne, à introduire la notion de la dictature prolétarienne.

C'est ainsi que la théorie aboutit au programme de classe et de parti et à l'organisation de la classe ouvrière pour l'insurrection et la prise du pouvoir. La recherche concernant les lois du capitalisme se situe dans cette grandiose perspective.

"Le Capital" établit deux lois principales, qui sont les seules lois véritables. C'est, dans le premier volume, *la loi générale de l'accumulation capitaliste*, ou de la paupérisation croissante. Elle établit comment la concentration du capital en masses toujours plus grandes entraîne l'accroissement du nombre des prolétaires et des "sans réserves" (ce qui, répétons-le une fois de plus, ne signifie pas que le niveau de vie réel de l'ouvrier et la quantité des biens qu'il consomme, diminuent). Dans les deuxième et troisième livres, on trouve développée *la loi de la reproduction du capital*, connexe à celle de la diminution du taux de profit sur laquelle nous nous arrêterons plus loin. Selon celle-ci, une partie du produit, et donc du travail, doit être mise en réserve par le capitalisme pour reproduire les "biens du capital" des économistes, c'est-à-dire les machines usagées, les usines, etc. Quand le capital augmente la quote-part du produit destinée à cette réserve, il investit, c'est-à-dire qu'il accroît l'équipement en installations et instruments productifs. Les lois de Marx sur le mode de répartition des produits du travail humain en objets de consom-

mation immédiate et investissements productifs tendent à prouver qu'aussi longtemps que le système de *l'échange mercantile* et du *salariat* restera en vigueur, le régime ira à la rencontre de crises et de révolutions.

La première de ces deux lois ne peut certainement pas s'appliquer à la société socialiste : en effet, celle-ci s'organise justement dans le but de faire de la *réserve sociale* une garantie individuelle pour tous les membres de la communauté, ce qui ne signifie pas qu'elle appartienne à quiconque, ni qu'elle soit divisée en autant de fractions que d'individus, comme c'était le cas dans le pré-capitalisme.

La seconde loi, nous dit Staline, subsiste sous le socialisme ; et il prétend que Marx l'avait prévu. Le marxisme établit seulement dans un fameux passage de *la Critique du programme d'Erfurt* entre autres, que même le régime communiste connaîtra un prélèvement social sur le travail individuel destiné à la conservation des installations, aux services publics, etc. Ce prélèvement n'aura pas le caractère d'une exploitation, justement parce qu'il ne sera pas effectué par la voie mercantile. Pour la même raison également, la mise en réserve sociale déterminera un équilibre stable dans le rapport entre produits à consommer et produits à destiner aux "instruments" de la production ultérieure, et non plus la série de bouleversements qu'elle provoque en régime capitaliste.

Le nœud de la question, le voici : Staline nous fait cet aveu précieux que, la loi de la valeur étant en vigueur même dans l'industrie d'Etat, les entreprises de celle-ci fonctionnent sur la base du rendement commercial, de la rentabilité, du coût de production, des prix, etc. (Nous remplacerons l'etc. par l'adjectif : "rémunérateurs"). Il déclare en outre que, pour l'avenir, le programme est d'augmenter la production des instruments de production. Autant dire que les "plans" du gouvernement soviétique pour l'industrialisation du pays exigent que l'on produise plus que des biens de consommation destinés à la population, des machines et instruments agricoles, des tracteurs, des engrais, etc., et que l'on réalise des travaux publics colossaux.

Des plans, les Etats capitalistes en font, la dictature prolétarienne en fera. Mais le premier plan socialiste véritable en tant qu'intervention despotique immédiate (cf. *Le Manifeste*) se présentera, en dernière analyse, comme un plan pour accroître les coûts de production, réduire la journée de travail, désinvestir le capital, égaliser quantitativement et surtout qualitativement la consommation qui, sous l'anarchie capitaliste, n'est, pour les neuf dixièmes, qu'une destruction inutile de produits. La réponse à la "gestion commerciale bénéficiaire" et aux "prix rémunérateurs", c'est donc le plan de sous-production, de réduction draconienne de la fraction des "biens du capital" dans la production. Si finalement la section II de Marx (qui fabrique les aliments) réussit à mettre knock-out la section I (qui fabrique les instruments de production), il nous sera facile de briser le joug de la loi de la reproduction. Le présent concert pour la productivité nous a suffisamment cassé les oreilles.

Les aliments sont destinés aux ouvriers, les machines au patron. Il est trop facile de dire que le patron étant désormais l'Etat ouvrier, les pauvres travailleurs ont intérêt à "investir" et à consacrer la moitié de leur journée de travail à la section I ! Laroschenko tombe dans la banalité lorsqu'il réduit à la formule de l'"économie pour la consommation et non pour la production" la critique qu'il dirige contre cette tendance à augmenter, de façon fantastique, la production

des machines. Mais il est tout aussi banal de recourir à des formules d'agitation telles que "qui ne travaille pas ne mange pas" et "abolition de l'exploitation de l'homme" dans le but de faire passer l'industrialisme pour le socialisme. Comme si le but de la classe ouvrière était celui, fort élégant en vérité, d'être maîtresse de s'exploiter elle-même !

En réalité, et même si l'on s'en tient à ses rapports internes, l'économie russe applique *toutes* les lois du capitalisme. Comment est-il possible d'augmenter la production des biens n'entrant pas dans la consommation sans prolétarianiser les gens ? Alors, où prendre ces biens ? La voie suivie est la même que celle de l'*accumulation primitive*, et bien souvent les moyens employés sont tout aussi féroces que ceux que l'on trouve décrits dans le *Capital*. Ce sont les kolkhosiens qui se retrouvent privés de leur vache, les bergers nomades de l'Asie arrachés à la contemplation des belles étoiles de la Grande Ourse, ou les serfs féodaux de Mongolie, déracinés de leur glèbe millénaire. Il est certain que la consigne réclame plus de biens de production, plus d'ouvriers, un temps de travail plus long avec une intensité plus grande de l'effort, c'est-à-dire une accumulation et une reproduction élargie du capital à un rythme d'enfer.

L'hommage, qu'en dépit d'une bande de nigauds, nous rendons au "Grand Staline" répond justement à ce procès d'accumulation capitaliste initiale. Si véritablement celui-ci atteint les provinces de l'immense Chine, le mystérieux Thibet et cette fabuleuse Asie Centrale dont est sortie la souche européenne, ce sera un fait *révolutionnaire*, un fait qui fera aller de l'avant la roue de l'histoire, mais qui, loin d'être socialiste, sera au contraire un fait *capitaliste*. L'élévation du niveau des forces productives dans cette immense partie du globe est nécessaire ; mais Staline a raison quand il dit que le mérite n'en revient pas à lui, mais aux lois économiques qui lui imposent cette "politique". Toute son entreprise consiste en une falsification d'étiquettes qui fait passer une marchandise capitaliste sous l'appellation de socialisme, et qui est, elle aussi, un expédient classique des agents de l'accumulation primitive !

En Occident, au contraire, les forces productives sont déjà bien trop grandes et ce sont leurs mouvements de flux et de reflux, qui rendent les Etats oppresseurs, qui les poussent à dévorer marchés et territoires, à préparer guerres et carnages. Ici, les plans d'augmentation de la production ne servent à rien. Ce qu'il faut, c'est simplement un plan de destruction de cette bande de malfaiteurs qui brandit un infâme drapeau de liberté et de parlementarisme.

SOCIALISME ET COMMUNISME.

Nous concluerons l'argumentation économique par une synthèse des *stades* de la société future : car c'est une question dans laquelle le "document" de Staline apporte quelque confusion. "France-Presse" l'a accusé à ce sujet d'avoir plagié l'écrit de Nicolas Boukharine sur les lois économiques de la période de transition. En réalité, Staline cite plusieurs fois cet écrit, se prévalant même d'une critique qu'en fit Lénine. Chargé de préparer le *Programme* de l'Internationale communiste, resté par la suite à l'état de projet, Boukharine eut le grand mérite de mettre au tout premier plan le postulat anti-mercantiliste de la révolution socialiste. Puis,

dans l'analyse de la période de transition en Russie, il suivait Lénine, reconnaissant qu'il fallait *subir*, des formes mercantiles en régime de dictature du prolétariat.

Tout devient clair si l'on relève que ce stade, analysé par Lénine et Boukharine, précède les deux stades de la société communiste dont parle Marx et dont Lénine donne une magnifique illustration dans un chapitre de "*l'Etat et la révolution*".

Le schéma suivant pourra servir de récapitulation à notre difficile sujet :

Stade de transition : le prolétariat a conquis le pouvoir et doit mettre les classes non prolétariennes hors la loi, justement parce qu'il ne peut pas les "abolir" d'un seul coup. Cela signifie que l'Etat prolétarien contrôle une économie dont une partie, il est vrai décroissante, connaît la distribution mercantile et même des formes de disposition privée du produit et des moyens de production (que ceux-ci soient concentrés ou éparpillés). Economie non encore socialiste, économie de transition.

Stade inférieur du communisme : ou, si l'on veut, socialisme. La société est déjà parvenue à la *disposition* des produits en général et elle les a *assignés* à ses membres au moyen d'un plan de "contingentement". L'échange et la monnaie ont cessé d'assurer cette fonction. On ne peut concéder à Staline que l'échange simple sans monnaie, mais toujours selon la loi de la valeur, puisse être une perspective d'acheminement au communisme : cela représenterait au contraire une sorte de rechute dans le système du troc. L'assignation des produits part au contraire du centre et s'effectue sans équivalents en retour. Exemple : lorsqu'une épidémie de malaria éclate, on distribue de la quinine gratis dans la zone intéressée, mais à raison d'un seul tube par habitant.

A ce stade, outre que l'obligation du travail subsiste, l'enregistrement du temps de travail fourni et le certificat attestant cette fourniture, c'est-à-dire le *fameux bon de travail* si discuté depuis un siècle, sont nécessaires. Le bon possède la caractéristique de ne pouvoir être accumulé, si bien que toute tentative de le faire entraîne la perte d'une certaine quantité de travail sans restitution d'équivalent. La loi de la valeur est enterrée. (Engels : la société n'attribue plus de "valeur aux produits".)

Stade du communisme supérieur que l'on peut aussi appeler sans hésitation plein socialisme. La productivité du travail est devenue telle que ni la contrainte, ni le contingentement ne sont plus nécessaires (sauf cas pathologiques) pour éviter le gaspillage des produits et de la force humaine. Liberté de prélèvement pour la consommation à tous. A chacun liberté de prélèvement pour sa consommation.

Exemple : les pharmacies distribuent gratuitement et sans restriction la quinine. Et si quelqu'un en prenait dix tubes pour s'empoisonner ? Il serait évidemment aussi stupide que ceux qui confondent une infecte société bourgeoise avec le socialisme.

A quel stade Staline est-il arrivé ? A aucun des trois. Il n'en est pas au stade de transition *du* capitalisme au socialisme, mais à celui de la transition *au* capitalisme. Chose presque respectable, et qui n'a rien d'un suicide !

DIALOGUE AVEC STALINE

Troisième journée : matinée

Depuis que les marchandises sont produites en masse par des masses d'hommes, tout système de production mercantile est un système capitaliste : Capitalisme et mercantilisme se retireront *en même temps* des champs d'action et sphères d'influence qu'ils ont successivement conquis dans le monde. Tel a été le thème du débat de la "première journée".

Il a été repris dans la seconde. Passant du processus général à l'économie russe actuelle et tenant pour exactes les lois que Staline a reconnues à celle-ci, nous avons conclu qu'il fallait diagnostiquer un plein capitalisme au stade du "grand industrialisme d'Etat".

Selon notre interlocuteur, ce processus, suffisamment défini et concret, et embrassant des zones et des populations immenses peut conduire à la formation et à la concentration d'une industrie lourde qui n'aura rien à envier à aucune autre sans que doivent nécessairement se répéter les phases classiques de féroce expropriation des couches pauvres enfermées dans le cercle étroit des économies locales et d'une technique parcellaire du travail. Partant de la seule base de la liquidation des propriétaires fonciers, réalisée dès 1917, cette accumulation pourrait donc, selon lui, échapper aux phénomènes qui ont marqué l'accumulation primitive en France, en Angleterre, etc.

Le contexte universel étant aujourd'hui tout autre que celui d'alors, l'introduction de la technique du travail en grand et de la science appliquée se présente en Russie de façon également bien différente. Si c'était là tout ce que Staline a voulu dire, cela aurait pu faire l'objet d'un examen spécial dans le domaine de la question agraire en particulier. On aurait pu alors accepter que notre contradicteur nous déclare qu'il arrivera au plein capitalisme par avion et non plus en charrette : mais en retour qu'il reconnaisse l'orientation capitaliste de l'évolution dont nous, pauvres piétons, nous lui transmettons des données exactes depuis nos bases terrestres (il est vrai que même le radar enregistreur peut perdre la tête !).

Nous voici maintenant au troisième point : les rapports mondiaux dans le domaine complexe de la production, de la consommation et de l'échange, c'est-à-dire les rapports de force entre Etats et militarismes.

Ce sont là trois aspects d'un seul et même grand problème. On pourrait considérer le premier comme son aspect historique, le second son aspect économique, le troisième et dernier comme son aspect politique. La direction et le point d'arrivée de la recherche ne peuvent faire qu'un.

PRODUITS ET ÉCHANGES.

Chaque fois qu'abandonnant le problème de la circulation intérieure de la zone économique, il passe à celle qui s'effectue entre cette zone et une autre, le chef de

l'Etat et du parti russes est manifestement obligé de modifier le tir de ses rectifications doctrinales et des sèches réprimandes aux "camarades" coupables d'objections. Comme le lecteur s'en souviendra, nous avons déjà noté qu'arrivés à ce point les Occidentaux, attentifs, ont dressé l'oreille. Loin de chanter une fois de plus l'autarchie millénaire de la Russie, l'homme du Kremlin a tranquillement braqué ses jumelles sur les espaces d'au-delà du rideau de fer. Alors de vieilles histoires de *partage* des zones d'influence, succédant aux violentes sorties et aux menaces de rupture, sont venues sur le tapis. Nouvelle chanson, toutefois moins ennuyeuse et stupide que celle du "génocide" ou du "délire d'agression" (1).

Staline affirme que la manière dont la Russie et les pays annexes importent des produits industriels pour leurs agriculteurs et des vivres pour leurs citoyens est parfaitement en règle avec le socialisme et il foudroie Pierre et Paul à l'aide de passages de Marx et d'Engels, corrigés au besoin par ses soins. Comment les choses se passent-elles, selon lui ? Eh bien, les kolkhoses vendent "librement" leurs produits et il n'y a pas d'autres moyens d'en obtenir que de passer par eux : marché donc, mais avec des règles spéciales ne l'oublions pas ! Prix fixés par l'Etat (dernière nouveauté, spécialité exclusivement russe !) et même accords de "démercantilisation", dans la mesure où les versements en monnaie sont remplacés par une comptabilisation des contre-fournitures livrées par les usines nationales (suprême originalité ! Enfoncés l'épicier du coin et le "marine" américain qui connaît si bien l'équivalence "baisers/cartouches de cigarettes" ! Enfoncé le banal clearing des pays occidentaux). En réalité, le Maître ne parle pas de "démercantilisation", mais d'échange de produits : qu'on n'accuse pas les traducteurs ! Reste à savoir pourquoi, en définitive, — *sinon pour l'échange des produits et pour lui seul !* — sont apparus tous ces systèmes plus ou moins conventionnels, qui vont du troc des sauvages à la monnaie, équivalent universel ? Pourquoi les cent mille systèmes d'enregistrement des parties et contreparties qui vont du livre de dépenses de la ménagère aux fiches compliquées des banques dont les additions sont effectuées par des cerveaux électroniques, tandis que le flot des vendeurs de la force-de-travail-gratte-nombriil s'enfle quotidiennement de milliers d'hommes ?

Staline tait une chose d'importance, le "hic" de toute la question : l'accumulation privée naît justement du règlement des échanges selon le principe d'équivalence, il prétend posséder des garanties là-contre.

Défendre une pareille thèse, tout en combattant à la fois la rigueur doctrinale et les concessions révisionnistes, et cela sans vider les arçons... c'est bien difficile même pour un généralissime ! "Souplesse" du véritable bolchévik ? Non, *écléctisme !* Quand nous faisons autrefois cette réponse, les bolchéviks entraient en fureur, et poutant... (1).

Quoi qu'il en soit, des rapports *internes* de l'économie russe (dont, rappelons-le, nous ne terminerons l'examen ni aujourd'hui, ni dans le cadre de cette étude),

(1) Thèmes favoris de la propagande anti-allemande, puis anti-américaine, du gouvernement russe.

(1) Au cours de la lutte menée par la Gauche italienne dans la III^e Internationale contre l'opportunisme, invoquant la nécessité d'une "souple" adaptation de la tactique aux prétendues "circonstances changeantes".

Staline lui-même soulève de sérieuses réserves dès qu'il en vient aux rapports *externes*. Le "camarade" Notkine s'en entend dire de belles pour avoir soutenu que les machines et instruments construits dans les usines d'Etat sont également des marchandises. Elles ont de la valeur, on en enregistre le prix, mais ce ne sont pas, paraît-il, des marchandises ! Nous voyons d'ici Notkine se gratter la tête, perplexe !

« Deuxièmement, cela (la valeur, le prix. N.d.R.) est nécessaire pour pouvoir, dans l'intérêt du commerce extérieur, vendre des moyens de production aux Etats étrangers. Ici, dans le domaine du commerce extérieur, mais *seulement dans ce domaine* (souligné dans l'original. N.d.R.), nos moyens de production sont effectivement des marchandises et se vendent effectivement (sans guillemets). »

C'est dans le texte revêtu de l'imprimatur officielle que l'on trouve cette dernière parenthèse ; nous pensons que l'imprudent Notkine aura mis entre guillemets le mot "vendus" qui, pour un marxiste et un bolchévik, est plutôt malodorant ! On voit qu'il ne sort probablement pas de la même école que les jeunes générations !

Il nous serait utile de savoir quels seront, dans quelques années, les pourcentages respectifs des placements à l'étranger et à l'intérieur — et un autre renseignement aussi : considère-t-on souhaitable que le rapport augmente ou diminue ?

Que le produit total doive augmenter vertigineusement, c'est la loi dite de l'économie planifiée "proportionnelle" qui nous l'apprend. Le sens de l'expression doit être le suivant (nous le supposons, ne sachant pas le russe) : plan réglant l'augmentation de la production selon une *raison* annuelle constante, selon une courbe de même forme que celle de l'augmentation démographique ou de l'intérêt composé. Le terme exact que nous proposons est : développement planifié en progression géométrique. La "courbe" correctement tracée, nous formulerons, avec notre modeste jugeote, cette "loi" : le socialisme commence là où la courbe se rompt.

Retenons pour l'instant cet aveu que les produits, y compris les biens de production qui vont à l'étranger, sont des marchandises, non seulement dans la "forme" et du fait de l'existence d'une comptabilité, mais aussi dans la "substance".

Et d'un. Il suffit de discuter à quelques milliers de kilomètres de distance, et l'on finit par s'entendre !

PROFIT ET PLUS-VALUE.

Encore un peu de patience : nous arriverons bientôt à la haute politique et à la haute stratégie, et les fronts se dérident. Mais auparavant, nous devons nous attarder encore sur un point d'économie marxiste. Le maréchal est conduit par la force des choses au problème explosif du marché mondial. Il nous dit que l'U.R.S.S. soutient les pays associés par des aides économiques qui en intensifient l'industrialisation. Cela vaut-il aussi bien pour la Tchécoslovaquie que pour la Chine (1) ? Voyons ! « On arrivera, grâce à de pareils rythmes de développement de l'industrie, à obtenir rapidement de ces pays non seulement qu'ils n'aient plus besoin d'importer des marchandises en provenance des pays capitalistes, mais qu'ils sentent eux-mêmes le besoin d'exporter l'excédent de leur production. »

(1) C'est-à-dire pour un pays anciennement capitaliste autant que pour un pays où le mode de production capitaliste, encore à ses débuts, ne contrôle qu'une infime partie de la production.

Ce qui implique encore une fois cette question : ce qu'ils exporteront en Occident, ce sera des marchandises ; mais ce qu'ils exporteront en Russie, qu'est-ce que ce sera ?

Le fait important dans cette rentrée en fanfare d'un mercantilisme *identique*, tant par sa forme que par sa substance (s'il fallait croire au maquillage des économies !) au mercantilisme capitaliste, est qu'elle répond à l'impératif : exporter pour pouvoir produire. plus ! Or c'est essentiellement le même impératif qui vaut à l'*intérieur* du prétendu "pays socialiste" : car entre la ville et la campagne, entre les fameux alliés que sont prolétariat et paysannerie, c'est d'une véritable affaire d'import-export qu'il s'agit, puisque, comme nous l'avons vu, on arrive là aussi à la loi de la progression géométrique et au "produire toujours plus" !

Voilà ce qu'on fait du marxisme ! C'est que — du moins Staline le prétend — les formules subversives qui distinguent le travail *nécessaire* du *surtravail* et le travail *payé* du travail *non payé* sont tombées en désuétude depuis que « les ouvriers sont au pouvoir » ! C'est que, après avoir accepté jusqu'à un certain point la loi de la valeur (même pour l'avenir), on affirme qu'« il n'est pas vrai que la diminution du taux moyen de profit soit la loi fondamentale du capitalisme contemporain » et que « le capitalisme monopoleur » (nous y voilà ! mais toi, qu'en savais-tu, pauvre Marx ?) « ne peut se contenter du profit moyen (qui en outre a tendance à diminuer par suite de l'augmentation de la composition organique du capital), mais cherche au contraire le profit maximum ». La parenthèse du texte officiel semble un moment remettre en vie la défunte loi de Marx ; mais ce n'est que pour proclamer de plus belle la nouvelle : « La recherche du profit maximum est la loi fondamentale du capitalisme contemporain. »

Si le lance-flamme continue encore un peu ses exploits dans la bibliothèque des classiques, il ne restera même plus les moustaches de l'artificier.

Ces contre-thèses boiteuses qui accourent de tous côtés sont insupportables ! On prétend d'un côté que les lois du capitalisme monopoliste se sont révélées *très différentes* de celles du capitalisme de Marx, mais on ne se gêne pas pour affirmer ensuite que les lois économiques du socialisme pourraient fort bien rester *les mêmes* que celles du capitalisme.

Retournons héroïquement à l'A.B.C. : il est nécessaire tout d'abord de rappeler la différence qui existe entre masse de profit et masse de plus-value d'une part, taux de profit, taux de plus-value, de l'autre, ainsi que l'importance de la loi concernant *la tendance du taux de profit moyen à la baisse*, que Marx a minutieusement exposée au début du troisième livre du *Capital*.

Il faut lire et comprendre ! Ce n'est pas le capitaliste qui tend à faire baisser le profit ! D'ailleurs, ce n'est pas le profit (c'est-à-dire la *masse* du profit), mais son *taux* qui baisse ! Et ce n'est pas le taux de tout profit, mais le *taux moyen* du profit social. En outre, il ne baisse pas hebdomadairement, à chaque parution du *Financial Times*, mais historiquement, au cours du développement assigné par Marx au « monopole social des moyens de production », entre les griffes du *Capital* dont il a écrit la définition, décrit la naissance, annoncé la mort.

C'est le vain effort, non pas du capitaliste individuel (figure secondaire chez Marx), mais de la machine historique du capital dont le corps est doué de force vitale et d'âme, pour échapper à la *loi de la baisse du taux de profit moyen*, qui nous conduit aux thèses classiques qu'au grand chagrin de l'Occident, Staline daigne à nouveau embrasser : premièrement, inévitabilité de la *guerre* entre les Etats capi-

talistes ; deuxièmement, inévitabilité de la chute *révolutionnaire* du capitalisme dans tous les pays. Et si l'on comprend ce qui précède, on verra que c'est même la seule chose qui nous y conduit ; C'est cette lutte titanessque du capitalisme contre son propre effondrement, qui s'exprime dans la consigne : produire toujours plus !

Il s'agit non seulement d'éviter la stagnation, mais d'enregistrer sans cesse *l'augmentation de l'augmentation* ! (En mathématique : courbe d'une progression géométrique ! En musique : crescendo à la Rossini). C'est dans ce but que, lorsque toute la "patrie" est mécanisée, il faut exporter et bien appliquer la leçon impartie par cinq siècles d'histoire : *le commerce suit les armées*.

Et voilà, Dougatchvili, quelle est votre consigne !

ENGELS ET MARX.

Pour la démonstration, il nous faut revenir à Marx et à Engels. Cette fois, il ne s'agira plus des textes organiques et complets qu'ils ont composés en pleine vigueur et avec la fougue de ceux qui, n'ayant ni doutes, ni lacunes, balayent sans difficultés les obstacles. Le Marx, auquel nous nous adresserons maintenant, est celui dont parle son "exécuteur testamentaire" dans les préfaces presque dramatiques du 5 mai 1885 et du 4 octobre 1894 aux Deuxième et Troisième Livres du *Capital*. C'est un homme dont la santé décline et que les diverses attaques de la maladie contraignent à des arrêts d'activité pendant lesquels son anxiété annule les effets du repos. C'est pourquoi, comme Engels l'explique, les matériaux de ces deux livres se présentent, à sa mort, comme un immense amas de manuscrits dont les uns sont rédigés dans leur forme définitive, tandis que les autres se réduisent à des feuillets, des remarques, des notes, des extraits, des abréviations illisibles — promesses de recherches futures — ou à des pages incertaines et de style hésitant. C'est que le travail fourni par cet organisme humain entre 1863 et 1867 est incalculable, en particulier celui qui a donné naissance au Premier Livre de son œuvre maîtresse, jailli d'une seule et vigoureuse coulée. Mais, dès 1864-65, les premières atteintes de la maladie se faisaient sentir et l'attention infailible de son grand "aide" Engels en découvre les traces dans ses travaux inédits. La robustesse d'Engels ne résistera pas non plus au travail fastidieux de déchiffrement, relecture, dictée, remaniement du texte dicté, ordonnance des matériaux, entrepris après la mort de son ami avec la volonté bien ferme de ne rien ajouter du sien. Engels a prodigué généreusement ses veilles sur les pages de son ami et une inquiétante faiblesse des yeux le condamne pour plusieurs années à réduire son travail personnel, car il lui est désormais interdit d'écrire à la lumière artificielle. Ni vaincu, ni découragé, il présente ses humbles et loyales excuses à la Cause — « il n'avait pu faire autrement ! » — rappelant avec modestie tous les autres domaines dans lesquels il a dû supporter seul le poids du travail. Un an après, il mourait.

Ce rappel n'est ni un hors-d'œuvre ni un morceau à effet. Nous avons voulu seulement souligner que le souci de fidélité technique qui a dominé la compilation d'Engels a presque totalement privé les deux derniers livres de ces brillants chapitres de synthèse qui ramènent périodiquement le lecteur à une vue d'ensemble et que l'on trouve dans le livre rédigé du vivant de Marx. Certes la plume d'Engels était capable de tels raccourcis ; on lui en doit de nombreux et d'importants. Mais ne voulant pas faire de tels développements sous le nom de Marx il se limite à l'analyse. S'il en avait été autrement, il serait impossible d'interpréter le texte comme certains le

font aujourd'hui et depuis cinquante ans déjà et de prétendre que Marx se serait quelque peu rétracté dans le dernier livre, rétractation qui, suivant le commentateur, oscille de la philosophie à l'économie et la politique. Pourtant, il existe autant de rappels et de connexions explicites entre les derniers écrits de Marx et le Premier Livre qu'entre celui-ci et les œuvres de jeunesse ou le *Manifeste Communiste* ; mille passages de sa correspondance le confirment d'ailleurs.

Il ne s'agit pas de reprendre l'analyse. Notons seulement que Marx, nous donne, dans un de ces raccourcis dont il est coutumier, la raison pour laquelle il a consacré tant de travail à la loi de la baisse du taux de profit. Eh bien, Engels hésite à rapporter le fragment ; il le met entre crochets, car bien que rédigé d'après une note du manuscrit original, le passage dépasse dans certains développements les matériaux fournis par ce dernier...

« Donc, pour le capital, la loi de l'augmentation de la force productive du travail ne s'applique pas de façon absolue. Pour le capital, cette productivité est augmentée NON QUAND ON PEUT REALISER UNE ECONOMIE SUR LE TRAVAIL VIVANT EN GENERAL mais seulement quand on peut réaliser sur la fraction payée du travail vivant une économie plus importante qu'il n'est ajouté de travail passé, comme nous l'avons déjà brièvement indiqué au livre I^{er} (valeur transmise par la machine au produit : voilà qui est bien actuel, n'est-ce pas ? N.d.R.).

« Ici, le système de production capitaliste tombe dans une nouvelle contradiction. Sa mission historique est de faire s'épanouir, de faire avancer, sans aucune retenue et sans aucun égard, la productivité du travail humain en progression géométrique. Il est infidèle à sa vocation dès qu'il met, comme ici (résistance du capitalisme à introduire des machines d'un rendement supérieur) obstacle à l'épanouissement de la productivité. Par là il prouve simplement, une fois de plus, qu'il entre dans sa période sénile et qu'il se survit de plus en plus. »

Laissons les pharisiens s'écrier que le capitalisme ayant survécu soixante ans, la phrase mérite plutôt trois fois qu'une les crochets qu'Engels lui a mis et qu'elle prouve l'habituelle "imprudance" de Marx. Indifférents à cette objection — car ce capitalisme-là est désormais fortement faisandé ! — nous relèverons les thèses programmatiques que Marx "aimait" habituellement intercaler dans des analyses fines et profondes. Donc, le capitalisme s'écroulera. Et le post-capitalisme ? Nous y voici : étant donné l'augmentation de la force productive de chaque unité de travail, diminuons la durée du travail vivant, au lieu d'augmenter la masse produite ! Pourquoi l'Ouest ne veut-il pas en entendre parler ? Parce que le seul moyen d'échapper à la "loi de la baisse du taux de profit" est de surproduire. Et l'Est ? Idem ! Mais il est juste de reconnaître qu'il s'agit là d'un capitalisme encore jeune.

TAUX ET MASSE.

« Si les marchandises pouvaient parler, elles diraient : notre valeur d'usage intéresse sans doute l'homme : nous, en tant qu'objets, nous nous en moquons. La seule chose qui nous intéresse est notre valeur. Notre rapport mutuel en tant qu'objets de vente et d'achat le prouve. Nous ne nous considérons réciproquement que comme valeurs d'échange ! » Ainsi parle Marx dans un des paragraphes qui sont les bijoux du *Capital*. Reprenons donc, sur le même ton d'apologie, la démonstra-

tion de la loi mise au rancart par Staline, en laissant de côté pour le moment les exemples numériques et le symbolisme algébrique.

Nous avons donc porté pour vous le microphone sur la place où se rencontrent les marchandises provenant respectivement de Russie et d'Amérique, il a été admis en haut-lieu qu'elles parlaient un langage économique commun. C'est un principe sacro-saint pour les unes comme pour les autres que le *prix du marché* auquel elles aspirent doit être supérieur à leur coût de production : autrement, elles n'auraient pas fait tant de chemin ! Dans leurs pays d'origine, on ne vise qu'à une chose : les produire à coût minime et les écouler à des prix élevés.

La marchandise provenant du pays à théorie capitaliste vous parle : « Je suis formée de deux parties (voyez, je ne porte qu'une seule soudure). La première c'est le *coût de production*, l'*avance* de capital vivant de celui qui m'a produite. La seconde est le *profit* qui, ajouté au coût de production, donne la somme exacte au-dessous de laquelle (ne vous faites pas d'illusions !) je ne saurais déroger à mes principes ! Pour encourager l'acquéreur, je me contente d'un profit modeste. Il vous est facile d'en vérifier le taux : divisez mon prix total par mon coût de production. Si j'ai coûté 10 dollars et que vous puissiez m'emporter pour 11 à peine, serez-vous assez radins pour trouver exagéré le taux de 10 % ? Approchez, Messieurs, approchez... »

Nous passons le micro à l'autre marchandise. Voici son discours : « Chez nous, il est d'usage de professer l'économie marxiste. Je porte (vous le voyez, et je n'ai pas de raison de le cacher) deux soudures : c'est que je me compose de TROIS parties et non de deux, comme l'autre (chez elle, c'est la même chose d'ailleurs, mais ça ne se voit pas !). Pour me produire, les frais sont de deux sortes : d'une part, matières premières et consommations d'instruments et de machines, nous appelons cela *capital constant* ; d'autre part, salaires alloués au travail humain, que nous appelons *capital variable*. Leur somme forme ce que la demoiselle qui a parlé avant moi appelle le coût de production. A cela même, chez moi, il faut ajouter un bénéfice, un profit, que nous appelons *plus-value* : c'est ma troisième et dernière partie. Pour la partie constante avancée, nous ne demandons pas de surplus, car nous savons qu'elle ne peut produire une valeur plus grande qu'elle-même. Le surplus provient du travail, ou de la partie *variable* de l'avance faite. Vous voudrez donc bien calculer le taux de la plus-value, et non celui du profit. C'est facile : divisez cette plus-value par le capital-salaires dépensé par moi. »

L'acheteur commun répond : « Allez raconter tout ça au concierge ! Ce qui m'importe, à moi, c'est ce que vous allez me coûter, c'est votre prix de vente à chacune ! »

Une algarade s'élève entre les deux marchandises, chacune d'elles soutenant vouloir faire l'affaire la moins lucrative et se contenter d'un taux de profit dérisoire. Mais comme aucune des deux ne peut pourtant réduire celui-ci à zéro c'est celle qui a vraiment le coût de production le plus bas qui l'emporte ! : ça, même Staline le proclame à tout bout de champ !

Pour la partie *constante*, quantité et qualité des matières premières sont déterminées. La lutte portera donc sur la partie *variable* dans les deux pays exportateurs. Il y a une solution évidente : c'est de payer moins l'ouvrier et de le faire travailler plus. Ce qui joue surtout, pourtant, c'est la *productivité du travail*. Elle est liée au perfectionnement technique, à l'usage des machines de plus haut rendement, à l'organisation plus rationnelle des établissements. Aussi exhibe-t-on de part

et d'autre des photos impressionnantes de grandes usines et se vante-t-on d'avoir constamment abaissé le nombre d'ouvriers employés, à volume constant de la production. Naturellement, s'il y a une chose qui intéresse fort peu l'acheteur, sur le marché ainsi disputé, c'est de savoir dans quel camp les ouvriers sont le mieux payés et le mieux traités.

Nous pensons que le lecteur n'aura pas eu de mal à comprendre la différence qui existe entre les deux méthodes employées par nos commères dans l'analyse de la valeur. Le *taux* de la plus-value est toujours beaucoup plus fort que le taux du profit, et cela d'autant plus que le capital *constant* l'emporte de plus loin sur le capital *variable*.

Or, la loi de Marx sur la baisse du taux de profit moyen considère *tout* le profit, c'est-à-dire le bénéfice global fait sur une production donnée, et ceci avant que ce profit ne soit réparti (banquiers, industriels, propriétaires). Dans le Ch. 13 du livre II du *Capital*, Marx rappelle qu'il a intentionnellement traité la question de la baisse du taux de profit *avant* de passer à sa répartition (ou à celle de la plus-value) entre les différents types sociaux. La raison qu'il en donne est que la loi est vraie *indépendamment* de cette répartition. Elle le reste donc même quand c'est l'Etat qui remplit les fonctions de propriétaire, de banquier, d'entrepreneur, etc.

La loi se fonde sur le processus historique général (que personne ne nie et dont tous font l'apologie) d'augmentation incessante de la *productivité* du travail grâce à l'application au travail manuel d'instruments, d'outils, de machines, de dispositifs et de ressources scientifiques toujours plus complexes. *Pour une masse donnée de produits, il faut toujours moins d'ouvriers*. Le capital que l'on a dû déboursier et investir pour obtenir cette masse déterminée de produits modifie continuellement ce que Marx appelle la *composition organique* du capital : il contient toujours plus de capital-matières et toujours moins de capital-salaires. Un nombre réduit d'ouvriers suffit désormais à "ajouter" une énorme valeur aux matières travaillées, car ils peuvent en travailler des quantités beaucoup plus grandes que par le passé. Cela aussi coïncide avec les faits. Et alors, admettons même que le capital augmente l'exploitation, c'est-à-dire *le taux de la plus-value*, en payant moins les ouvriers (cela arrive souvent, mais ne vaut comme loi nécessaire qu'aux yeux du révolutionnaire d'opérette, et non du marxiste) dans ce cas, la plus-value et le profit retirés augmenteront. Pourtant, du fait que la masse des matières premières achetées et travaillées aura augmenté dans une proportion encore plus grande pour un même emploi de main-d'œuvre, *le taux du profit continuera à baisser*. En effet, si la quantité de profit a bien augmenté, son *taux* est donné par le rapport de cette quantité à la totalité du capital avancé en matières et en salaires, qui a grandi encore bien davantage.

Le capital cherche le profit maximum ? Mais certainement il le cherche, et il le trouve. Avec l'accroissement de la population et surtout du prolétariat, l'augmentation imposante des quantités de matières premières travaillées et du volume de la production, la masse du profit doit nécessairement grandir aussi : mais le capital est impuissant à empêcher le taux de profit de baisser pendant ce temps. Au départ : petits capitaux, répartis entre une multitude de capitalistes, et investissements à bon taux. A l'arrivée : capitaux immenses, répartis entre très peu de capitalistes (tel est l'effet de la concentration qui accompagne l'accumu-

lation) ; investis, il est vrai, à un taux inférieur, mais avec l'incessante ascension, à des hauteurs vertigineuses, du capital social, du profit social, du capital et profit moyen d'entreprise.

La loi de Marx sur la baisse du taux de profit n'est donc contredite en rien. Seules la diminution de la productivité du travail, la "dégénérescence" de la *composition organique* du capital seraient en mesure d'arrêter cette baisse : mais, c'est justement contre quoi Staline dirige ses batteries les plus lourdes, cherchant désespérément à dépasser l'adversaire sur ce terrain.

DIX-NEUVIÈME ET VINGTIÈME SIÈCLES.

Quelques modestes chiffres de source capitaliste concernant l'économie américaine apportent la confirmation de la loi établie par Marx et niée par Staline. En 1848, dit la statistique, c'est-à-dire à la naissance du capitalisme industriel aux Etats-Unis, sur une valeur de 1.000 ajoutée au cours de la production à la valeur des matières brutes, 510 allaient aux travailleurs sous forme de salaires et traitements, et 490 aux patrons comme profit, en laissant de côté les détails concernant l'usure des machines, les frais généraux, etc., ces deux chiffres donnent exactement le capital variable d'une part, la plus-value de l'autre. Leur rapport, ou taux de la plus-value, est de 95 %.

Quel aura donc été, selon le raisonnement bourgeois, le taux de profit ? Pour répondre, il nous faudrait connaître la valeur des matières premières transformées. Nous ne pouvons que la supposer en partant de l'hypothèse que dans une industrie naissante chaque ouvrier transforme une valeur s'élevant en moyenne au quadruple environ de sa paye. Pour 510 de salaires, on aura donc 2.000 de matières premières. Les frais totaux de la production s'élèveront donc à 2.510. Pour 490 de gain capitaliste, cela donne un taux de profit élevé, soit 19,5 %. Il est à noter qu'il est inférieur, comme toujours, aux taux de plus-value.

En 1929, après une période de croissance industrielle hallucinante, les ouvriers ne reçoivent plus que 35 sur une valeur de 1.000 ajoutée au produit brut, tandis que les capitalistes perçoivent 648. (Que l'on ne commence pas à faire de la confusion : jusqu'au fameux Vendredi Noir ; les salaires augmentaient et le "standing" de vie des ouvriers s'était aussi fortement élevé, ce qui ne change rien à la question !) On voit que le taux de plus-value — ou d'exploitation — a fortement augmenté : de 95 à 180 %. Si maintenant quelqu'un n'a pas encore saisi que l'on peut être plus exploité tout en ayant plus d'argent et en mangeant mieux, qu'il aille se coucher ! C'est qu'il n'a rien compris aux effets de la productivité de travail accrue, contenue dans la carcasse de l'ouvrier et qui s'en va finir dans la poche du bourgeois.

Admettons qu'entre 1848 et 1929, la capacité de transformation des matières premières ait, grâce à l'emploi des machines, décuplé pour un même nombre d'ouvriers : c'est un chiffre que nous avançons tranquillement, conscients d'être toujours prudents *contre* notre propre thèse et en faveur du coupeur de cheveux en quatre, qui s'amuserait à contrôler. Les travailleurs recevant maintenant 352 au lieu de 510 précédemment, on pourrait supposer la part des matières premières tombée de 2.000 à 1.440 ; en réalité elle se montre au contraire à 14.100. Avec une dépense totale de 14.452 et un gain capitaliste de 648, on a un taux de profit de 4,4 %. La voilà la chute du taux de profit ! Il ne suffit pas de tirer son chapeau

à Marx ; évitez aussi de vous précipiter pour essayer les larmes du capitaliste Uncle Sam ! On aura compris que nous cherchions des *taux* et non des *masses* de profit. Essayons maintenant de nous faire une idée des chiffres globaux de la production, sinon en valeur absolue réelle, du moins dans leurs rapports d'une époque à l'autre. Nous noterons que les 3.000 de produit brut pour 1848 et les 14.100 pour 1929 sont donnés pour des nombres sensiblement égaux de producteurs. En réalité, la population ouvrière a au moins décuplé en chiffres ronds, pendant ces quatre-vingts ans. On peut donc évaluer le produit total à 50 fois ce qu'il était en 1848. Le taux du profit patronal a beau être tombé à la moyenne de 4,4 %, la *masse* du profit, elle, est passée de 490 à 6.480, c'est-à-dire qu'elle a augmenté 13 fois ! Il est bien certain que nos chiffres sont encore trop modestes. L'important était de montrer, que tout en faisant la course au profit maximum, le capitalisme américain a bien obéi à la loi de baisse du taux de profit. Staline ne peut pas lui trouver de nouvelles lois. Notons encore que nous n'avons pas tenu compte de la concentration. Donnons l'indice 10 à celle-ci, et le profit moyen de l'entreprise américaine (comme masse) se sera multiplié par 130. Voilà la course à la crise et la confirmation de Marx !

Nous nous permettrons un autre calcul encore plus hypothétique. Supposons que la classe ouvrière prenne le pouvoir dans une situation du type de celle de 1929, soit : 14.400 de matières premières à travailler ; 352 de main-d'œuvre et 648 de bénéfiques, c'est-à-dire 15.400 de produit total.

Et alors... les ouvriers lisent Marx et utilisent la « *force productive accrue du capital en réduisant simplement la durée du travail vivant* ». Un décret du Comité révolutionnaire abaisse énergiquement la production à 10.000 (où faudrait-il faire des coupes sombres, on le verra bien à ce moment-là ! Pensez seulement qu'alors il n'y aura plus d'élections, présidentielles ou autres !). Sur cette somme, le travailleur prélèvera non pas le profit (chargé de taxes et services généraux), mais une faible partie, disons 500, pour les ajouter à ses 352 de salaires. La retenue générale que nous effectuerons pour la conservation des installations publiques et même pour les administrations de l'Etat sera nettement supérieure aux 648 des capitalistes éliminés, disons 700. Tout compte fait, on trouve 8.800 de matières premières à travailler au lieu de 14.400 et si le nombre des ouvriers reste le même, la journée de travail de chacun est réduite à 62 %, c'est-à-dire qu'elle passe de 8 à 5 heures environ. C'est déjà un bon pas en avant ! Si nous calculions maintenant la rémunération horaire, nous verrions que nous l'avons élevée de 120 % soit de 45 à 100.

Ce ne serait pas encore le socialisme, mais correspondrait déjà à une loi inverse de celle du capitalisme : la diminution de l'effort humain rendue possible par l'accroissement de la productivité du travail, soit qu'on maintienne la production à un niveau constant, soit qu'après l'élimination des sanglants rameaux dont le capitalisme charge son trône, elle reprenne sa croissance suivant une courbe douce, à un rythme humain et harmonieux. C'est exactement le contraire de ce qu'affirme Staline qui identifie ce qu'il prend pour une loi nouvelle du socialisme à la loi capitaliste d'augmentation de sa production en rapport avec celle de la productivité du travail.

L'appel à un effort productif frénétique, qui fait retentir aujourd'hui les échos, ne peut signifier autre chose qu'une résistance désespérée à la loi marxiste de la baisse du taux de profit. La rhétorique réactionnaire-progressive intervient de toutes ses forces pour empêcher que cette baisse n'entraîne la diminution de

la plus-value et du profit, réclamant, à l'humanité désemparée, plus de travail, plus de produits. Et si, étant donné leur rémunération, les travailleurs du pays ne peuvent acquérir le surproduit, il faut trouver un moyen d'exporter en conquérant des marchés extérieurs. Tel est le cycle infernal de l'impérialisme qui a trouvé dans la guerre sa solution inévitable et dans la reconstruction de l'équipement séculaire que cette guerre a détruit une issue provisoire à la crise suprême.

Ce sont exactement les mêmes voies que suit Staline : reconstruction des régions dévastées, équipement capitaliste de pays immenses d'abord, et aujourd'hui course aux marchés. Cette course, pour toute entreprise, ne connaît que deux voies : *faibles coûts de production et guerre.*

Nous terminerons cette exposition de la loi fondamentale de Marx par l'énoncé nouveau qu'il donne du capitalisme en appendice au Ch. XV du Livre III. Comme toujours, cet énoncé a la valeur d'un programme social communiste.

« Trois faits principaux de la production capitaliste :

« 1. Concentration des moyens de production en peu de mains ; ainsi ils cessent d'apparaître comme la propriété des producteurs immédiats et se transforment, au contraire, en PUISSANCES SOCIALES de la production. Mais, d'abord, ils apparaissent comme propriété privée des capitalistes. Ceux-ci sont les syndicats de la société bourgeoise, mais ils empochent tous les fruits qui résultent de cette fonction. »

Ensuite, Marx ne l'écrit pas, mais il veut dire que ces figures personnelles, d'importance secondaire, peuvent disparaître et que le Capital reste Puissance sociale.

« 2. Organisation du travail lui-même comme travail social : par la coopération, la division du travail et la liaison du travail et des sciences de la nature.

« Dans les deux sens, le système de production capitaliste abolit la propriété privée et le travail privé, quoique sous des formes contradictoires. »

« 3. Constitution du marché mondial. »

Comme toujours, notre fil nous a conduit où il devait nous conduire. Que le lecteur sache que la journée n'est pas terminée, mais seulement parvenue en son milieu.

DIALOGUE AVEC STALINE

Troisième journée : après-midi

Dans les deux premières journées et dans la première partie de la troisième, nous avons traité tous les éléments qui, dans l'écrit bien connu de Staline, peuvent servir à établir les lois qui régissent l'économie de la Russie. Sur le plan doctrinal, nous avons radicalement contesté qu'une économie régie par de telles lois puisse être définie comme un socialisme, même de stade inférieur. Nous avons contesté tout autant que les textes fondamentaux de Marx et Engels puissent être invoqués à l'appui de cette thèse : car s'ils ne se lisent pas avec la même facilité qu'un roman-feuilleton, ils n'en établissent pas moins clairement les caractères économiques respectifs du capitalisme et du socialisme et les phénomènes qui signalent le passage du premier au second.

Sur le plan des faits, nous sommes parvenus à une série de conclusions définitives. Sur le marché intérieur russe, la loi de la valeur est en vigueur. Donc :

1. Les produits ont le caractère de marchandises ;
2. Le marché existe ;
3. L'échange a lieu entre équivalents, comme la loi de la valeur l'exige et ces équivalents s'expriment en argent.

La grande masse des entreprises agricoles travaille uniquement en vue de produire des marchandises. Une partie des produits y est attribuée individuellement au producteur parcellaire (qui, dans une autre partie de son temps de travail, est employé comme producteur collectif de l'association kolkhosienne). Cette forme d'attribution est, dans un certain sens, pré-capitaliste et pré-mercantile et s'éloigne d'autant plus du socialisme.

Les petites et moyennes entreprises, produisant des objets manufacturés, travaillent également en vue d'un écoulement des produits sur le marché.

Les grandes entreprises appartiennent à l'Etat. Pourtant elles sont astreintes à une comptabilité monnaie et elles doivent démontrer qu'il y a rentabilité, c'est-à-dire marge bénéficiaire, profit, si la loi de la valeur est respectée tant dans les prix des matières premières et les salaires (sorties, frais), que dans ceux des produits écoulés (entrées).

L'antithèse que Staline établit entre les Etats capitalistes recherchant un volume maximum du profit et la Russie, où « le prolétariat ayant le pouvoir », l'industrie nationalisée viserait au maximum de bien-être des travailleurs et du peuple est vide de tout contenu réel.

Tout d'abord, il faut faire les plus sérieuses réserves sur l'inexistence d'une opposition d'intérêts, même immédiats entre les travailleurs de l'industrie d'Etat et le peuple soviétique, conglomérat de paysans isolés et associés, de boutiquiers, de gérants de petites et moyennes entreprises industrielles, etc. Surtout, l'existence en Russie d'une « loi de croissance géométrique de la production nationale plani-

fiée » — existence affirmée par Staline — révèle que la loi capitaliste de la baisse du taux de profit y reste en vigueur : c'est ce que notre exposé sur la signification de cette loi chez Marx nous a servi à démontrer.

Supposons qu'un plan quinquennal donné impose 20 % d'augmentation à la production : celle-ci passera de 100 à 120. Que le plan suivant prescrive encore un accroissement de 20 %, elle passera non de 120 à 140, mais de 120 à 144, car il s'agit des 20 % de 120, chiffre atteint par la production au début de la nouvelle période quinquennale. La différence semble mince ; mais celui qui a quelque familiarité avec les chiffres, sait que, de plan en plan, elle va grandir dans des proportions gigantesques. C'est l'histoire de l'inventeur du jeu d'échecs auquel l'empereur de Chine avait offert un présent. Il demanda que l'on mît un grain de blé sur la première case de l'échiquier, deux sur la seconde, quatre sur la troisième, etc. Tous les greniers du céleste Empire ne suffirent pas à remplir les soixante-quatre cases.

Or, cette *loi de fait* de la croissance géométrique de la production en Russie n'est rien d'autre que l'impératif catégorique de tout capitalisme : *produire plus !* Propre à ce mode de production, il dérive de causes successives : augmentation de la productivité du travail — augmentation du capital-matières par rapport au capital-travail dans la composition organique du capital-chute du taux de profit — nécessité de compenser cette chute par une augmentation frénétique des investissements et de la production des marchandises.

Si vraiment il existait, en Russie, ne serait-ce que quelques bribes d'économie socialiste, le *changement d'impératif économique nous le dirait !* C'est notre impératif à nous qui apparaîtrait : les ressources techniques accroissent la puissance du travail humain ? Eh bien, produisons la même chose et *travaillons moins !* Dans l'hypothèse d'un véritable pouvoir révolutionnaire du prolétariat, cet impératif serait même, pour les pays déjà équipés de façon pléthorique : *produisons moins et travaillons moins encore !*

Le fait qu'en Russie la consigne est d'augmenter la masse des produits décide déjà en faveur de notre thèse. Celle-ci reçoit une dernière confirmation de fait quand on voit le gouvernement russe tendre à déverser, à l'extérieur, une importante fraction de la production des grandes usines d'Etat et quand on entend Staline déclarer que le rapport ainsi créé est mercantile non seulement dans la forme et du fait de l'existence d'une comptabilité, mais aussi dans la substance même des choses.

Tout cela constitue, au fond, l'aveu que la « construction du socialisme dans un seul pays » n'est pas possible, ne serait-ce que pour des raisons de concurrence mondiale (et l'on sait que dans la concurrence, les coups de canon et les bombes atomiques succèdent aisément à la lutte par les bas-prix !). Il est absurde de supposer que le socialisme peut réellement s'enfermer derrière un "rideau de fer". C'est pourtant à cette seule condition que l'augmentation de la productivité du travail permise par les conquêtes techniques pourrait, associée à une planification « faite par la société dans l'intérêt de la société », être convertie en une diminution de l'effort productif et de l'exploitation du travailleur à l'intérieur du pays. C'est à cette seule condition, également, que l'on pourrait renoncer à la progression géométrique d'une production capitaliste démente et dire : fixons par un plan un certain niveau de consommation pour tous les habitants, et, celui-ci une fois atteint, arrêtons l'augmentation de la production, évitons la tentation criminelle de lui chercher des débouchés à l'extérieur et de l'imposer au voisin.

Au lieu de cela, toute l'attention théorique et pratique du Kremlin se porte justement sur le *marché national* !

CONCURRENCE ET MONOPOLE.

C'est considérer superficiellement les théories marxistes du colonialisme et de l'impérialisme modernes que de prétendre qu'elles constituent un "complément" à la description que Marx a faite du capitalisme de libre concurrence (dont on fixe le terme aux alentours de 1880) et de les juxtaposer à celle-ci comme développements distincts.

Nous avons déjà insisté plusieurs fois sur un fait : Marx n'a pas décrit froidement un capitalisme "libéral" et "pacifique" qui n'a d'ailleurs jamais eu de réalité ; il a apporté une gigantesque "démonstration polémique de parti et de classe". Acceptant pour un instant la thèse selon laquelle la dynamique du capital est réglée par le libre échange entre porteurs de valeurs équivalentes (c'est-à-dire par la fameuse *loi de la valeur*), il parvient à dégager l'essence même du capitalisme : monopole social de classe, qui, des premiers épisodes de l'accumulation primitive aux modernes guerres de brigandage, n'a jamais tendu à autre chose qu'à piller les *surplus* produits sous le masque de l'échange consenti, libre et équitable.

Partant de l'échange entre marchandises d'égale valeur, il met en évidence la formation de la plus-value, son investissement, son accumulation et sa concentration en capital nouveau. Il démontre que, pour sortir de la contradiction qui accumule la misère à un pôle en même temps que la richesse au pôle opposé et pour se défendre de la loi de la baisse du taux de profit, le seul moyen compatible avec la survivance du mode capitaliste de production est de produire toujours plus, toujours au-delà des besoins de la consommation. Il est donc clair que, dès leur formation, les Etats capitalistes sont destinés à entrer en collision. Chacun d'eux est, en effet, conduit par son système économique à essayer de faire consommer ses marchandises par le voisin et de retarder sa propre crise en en provoquant une chez ce dernier.

L'économie officielle tentait vainement de prouver qu'il était possible d'arriver à un équilibre stable sur le marché international avec les formules et les règles de la production marchande. Elle soutenait même que les crises cesseraient justement le jour où la "civilisation" capitaliste se serait étendue au monde entier. C'est ce qui obligea Marx à discuter dans l'abstrait des lois d'un pays fictif à capitalisme pleinement développé et dépourvu de commerce extérieur. Il démontra qu'un tel pays "sauterait" nécessairement ! Or, il est bien clair que si des rapports d'échange et de marché se nouaient entre deux économies fermées de cette sorte, ils constituaient un élément de désordre et non de pacification ! Voilà donc réduite à rien la thèse adverse ! Une seule chose aurait pu nous causer de graves embarras théoriques : que les 50 premières années de notre siècle aient continué à connaître l'euphorie économique et politique des traités de libération des échanges, de neutralité et de désarmement. Au contraire, le monde étant devenu cent fois plus capitaliste, les convulsions de toutes sortes ont centuplé.

Qui donc, de nous ou de Staline, vient brouiller les cartes ?

Une note du paragraphe premier du Ch. XII du Livre I du *Capital* nous le dira. « On fait abstraction ici du commerce extérieur grâce auquel une nation peut

« convertir des articles de luxe en moyen de production ou de consommation de première nécessité, ou vice-versa. Pour concevoir l'objet de la recherche dans toute sa pureté, il faut considérer le monde comme une seule nation commerciale et supposer que la production capitaliste s'est implantée partout et s'est emparée de toutes les branches de l'industrie. »

Dès ses prémisses, l'œuvre de Marx (qui unit indissolublement théorie et programme) tend à aboutir à la phase dans laquelle les contradictions des premiers centres capitalistes se déversent sur le plan international. Sa démonstration de l'impossibilité d'un pacte de paix économique entre les classes à l'intérieur d'un pays comme solution définitive ; de son caractère réactionnaire, comme solution momentanée, va étroitement de pair avec la démonstration analogue du caractère illusoire d'un pacte de paix entre les Etats.

On a souvent rappelé que Marx, dans la "Préface à la Critique de l'économie Politique" de 1859, esquisse l'analyse de sujets tels que : *capital, propriété de la terre, travail salarié, Etat, commerce international, marché mondial*. Il nous dit vouloir examiner, sous la première rubrique, les conditions d'existence des trois grandes classes composant la société bourgeoise actuelle et il ajoute que le lien existant entre les suivantes "sauter aux yeux de tous".

Lorsqu'il commença à rédiger "Le Capital" (dont le premier chapitre absorbe la matière de la *Critique*) son plan s'approfondit, tout en se limitant. Dans la préface du premier livre sur le *Développement de la Production Capitaliste*, Marx annonce que le second traitera du *Procès de la Circulation du Capital* (reproduction simple et élargie du capital investi) et la troisième de la *Conformation du processus d'ensemble*. Sans même parler du quatrième livre (histoire des théories de la valeur) dont les matériaux existaient dès l'époque de la *Critique*, le troisième attaque, en effet, la description du processus d'ensemble. Il étudie la division de la plus-value en bénéfices du capitaliste industriel, rente du propriétaire foncier et intérêt du capital bancaire. Il se termine par un chapitre inachevé sur les "classes". Il est clair que le développement devait également englober les problèmes de l'Etat et du marché international. Ceux-ci ont d'ailleurs été traités, avant ou après le Capital, dans d'autres textes décisifs du marxisme.

MARCHÉS ET EMPIRES.

Déjà dans le *Manifeste* et dans le premier livre du *Capital*, la formation du marché d'outre-mer après les découvertes géographiques du XV^e siècle est présentée comme une donnée fondamentale de l'accumulation capitaliste, et les références aux guerres commerciales entre le Portugal, l'Espagne, la Hollande, la France et l'Angleterre, sont de première importance.

Au moment où Marx et Engels font leur description du capitalisme type en vue de la polémique et du combat, c'est l'empire britannique qui domine la scène mondiale. C'est donc à lui et à son économie interne qu'ils consacrent le plus d'attention. Cette économie anglaise est théoriquement libérale ; en réalité, c'est un impérialisme détenant le monopole mondial jusqu'à 1855 au moins. Dans *l'Impérialisme*, Lénine mentionne, à ce propos, la préface qu'Engels donnait, en 1892, à une nouvelle édition de son étude sur la condition des classes travailleuses en Angleterre (1844). Il s'y refusait à retrancher de son œuvre de jeunesse le passage prédisant la révolution prolétarienne en Angleterre. Il lui semblait plus important

d'avoir prédit que ce pays perdrait son monopole industriel dans le monde. Il avait mille fois raison. Car si, comme il l'affirmait dans les passages cités par Lénine, ce monopole a servi à endormir le prolétariat anglais, sa disparition, en revanche, a semé la lutte de classe et la révolution dans le monde entier. Il est clair qu'il faudra plus de temps dans la réalité historique que dans le fictif "pays unique totalement capitaliste" de la théorie pour que la solution révolutionnaire triomphe ; mais pour nous elle est déjà donnée théoriquement et les voies et les raisons de son "retard" ne font que confirmer sa venue.

Citons un passage de ce texte que Lénine ne rapporte pas : « *La théorie du libre-échange supposait au fond une chose : que l'Angleterre devait devenir l'unique grand centre industriel d'un monde agricole : les faits ont complètement démenti cette supposition. Les conditions de l'industrie moderne peuvent apparaître partout où il y a du combustible, spécialement du charbon, et d'autres pays que la Grande-Bretagne en possèdent : la France, la Belgique, l'Allemagne, la Russie, l'Amérique... (les nouvelles formes d'énergie utilisées aujourd'hui ne font que renforcer la déduction). Ces pays ont commencé à fabriquer non seulement pour eux-mêmes, mais pour le reste du monde et la conséquence en est que le monopole industriel, détenu par l'Angleterre pendant près d'un siècle, est aujourd'hui irrémédiablement ruiné.* »

Paradoxe, peut-être ? L'analyse de ce cas concret ne nous a permis de réfuter le mensonge du capitalisme libéral qu'autant qu'il s'agissait du monopole mondial le plus scandaleux de l'histoire : "laissons faire, laissons passer", mais tenons sur pied de guerre une flotte supérieure à toutes les autres réunies, et toujours prête à empêcher les Napoléon de s'enfuir des Sainte-Hélène !

Dans le chapitre précédent, nous avons cité un passage du Troisième Livre du *Capital* dans lequel la formation du marché mondial constitue le point final d'une nouvelle énonciation des principaux caractères du capitalisme. Il est bon d'ajouter ici cet autre vigoureux extrait : « *La véritable limite de la production capitaliste, c'est le capital lui-même : le capital et sa mise en valeur par lui-même apparaissent comme point de départ et point d'arrivée, motif et but de la production n'est qu'une production pour le capital et non l'inverse (attention ! On en vient maintenant au programme de la société !) : les moyens de production ne sont pas de simples moyens de donner forme, en l'élargissant sans cesse, au processus de la vie pour la société des producteurs. Les limites qui servent de cadre infranchissable à la conservation et à la mise en valeur de la valeur-capital reposent sur l'expropriation et l'appauvrissement de la grande masse des producteurs ; ces limites entrent donc sans cesse en contradiction avec les méthodes de production que le capital doit nécessairement employer pour son propre but, et qui tendent à promouvoir un accroissement illimité de la production (Moscou, tu écoutes ?), un développement absolu des forces productives sociales du travail, à faire de la production une fin en soi (Kremlin, entends-tu ?). Ce moyen — développement absolu de la productivité sociale — entre perpétuellement en conflit avec le but limité : mise en valeur du capital existant. Si donc le mode de production capitaliste est un moyen historique de développer la force productive matérielle et de créer le marché mondial correspondant, il représente en même temps une contradiction permanente entre cette tâche historique et les rapports de production sociaux qui lui correspondent.* »

Répétons encore une fois que si la "politique économique" russe développe

effectivement les forces productives matérielles et étend le marché mondial, elle le fait dans le cadre des formes capitalistes de production. C'est vrai qu'elle représente un moyen historique utile (tout comme le fut l'irruption de l'économie industrielle aux dépens des affamés d'Ecosse ou d'Irlande ou au milieu des Indiens du Far-West) ; mais elle demeure en proie aux contradictions inexorables qui tenaillent le capitalisme, puisque c'est en affamant et en tyrannisant les travailleurs qu'elle augmente la capacité du travail social.

D'où que l'on parte, le point d'arrivée est toujours le marché mondial, dont Staline a traité. Il n'a jamais été "unique", si ce n'est dans l'abstrait. Il ne pourrait l'être que dans le pays unique du capitalisme total et chimiquement pur de l'hypothèse ; mais nous avons démontré mathématiquement qu'un tel pays n'existerait jamais. S'il devait jamais se former il tomberait vite en proie à la fragmentation, comme ces atomes et ces cristaux qui ne peuvent vivre plus d'une fraction de seconde. Le rêve du marché unique de la livre sterling une fois dissipé, Lénine put donner sa magistrale description de la distribution des colonies et semi-colonies du monde entre cinq ou six monstres impérialistes à la veille de la première guerre mondiale. Ce n'est pas un système d'équilibre, mais un nouveau et partage bâtarde qui a succédé à celle-ci ; Staline lui-même l'admet puisqu'il reconnaît que, dans la seconde guerre, l'Allemagne s'étant soustraite à "l'esclavage" et "s'engageant dans la voie d'un développement autonome" eut raison de diriger ses coups contre le bloc impérialiste anglo-franco-américain. Comment tout cela se concilie-t-il avec la mielleuse propagande qui, pendant tant d'années, fit passer la guerre impérialiste pour une croisade "démocratique" du bloc anglo-saxon ? Comment cela se concilie-t-il avec les cris poussés chaque fois que des criminels de guerre étaient grâciés ? Malheur aux camarades Petrovitch ou Paolovitch s'ils osaient le demander !

Nouveau partage donc, et nouvelle source de guerres ; mais avant de passer au jugement porté par Staline sur le partage qui a suivi le second conflit mondial, nous ne résistons pas au plaisir de "mettre en ondes" un autre passage de "l'Impérialisme" de Lénine qui illustre particulièrement bien le problème économique traité dans le dialogue des jours précédents. Lénine y raille un économiste allemand du nom de Liefman qui, chantant les louanges de l'impérialisme, écrivait : « Le commerce est l'activité industrielle destinée à rassembler et à conserver les biens produits et à les mettre à la disposition des consommateurs ». Lénine décoche un trait destiné à bien d'autres que Liefman. « Il en résulte que le commerce a déjà existé chez les hommes primitifs qui, pourtant, ne connaissaient pas encore l'échange, et qu'il continuera à exister même dans la société sociale ! » Le point d'exclamation est naturellement de Lénine : Moscou comment vas-tu t'en tirer ?

PARALLÈLE OU MÉRIDIEN.

Selon l'écrit de Staline, la seconde guerre mondiale, plus que de mettre hors de combat deux grands pays industriels à la recherche de débouchés comme l'Allemagne et le Japon (pour ne pas parler de l'Italie), a eu pour effet de diviser le marché mondial en deux. Il adopte d'abord l'expression de "désagrégation" du marché mondial, puis il précise que celui-ci unique auparavant, s'est divisé en "deux marchés mondiaux parallèles opposés l'un à l'autre".

Quels sont les deux camps ? Cela est clair : d'un côté les Etats-Unis, l'Angleterre, la France et tous les pays qui sont entrés d'abord dans l'orbite du Plan

Marshall pour la reconstruction européenne, puis dans le Pacte Atlantique pour la "défense" de l'Europe et de l'Occident, ou mieux pour leur armement ; de l'autre côté, la Russie qui, "soumise à un blocus avec les pays de démocratie populaire et la Chine", a formé séparément avec eux un nouveau secteur de marché. Le fait est géographiquement défini, mais la formule n'est guère heureuse (sauf les erreurs habituelles des traducteurs). Si même on admet un moment qu'à la veille de la seconde guerre il ait vraiment existé un marché mondial unique, sur lequel chaque place de commerce aurait été accessible aux produits de toute origine, ce marché ne se serait pas fractionné en "deux marchés mondiaux" : le marché mondial aurait tout simplement cessé d'exister et, à sa place, seraient apparus deux marchés internationaux, rigoureusement séparés par un rideau de fer interdisant tout passage aux marchandises et aux valeurs, du moins en théorie et pour autant qu'en sachent les douanes officielles, ce qui est aujourd'hui peu de choses. Ces deux marchés sont opposés, mais, nous dit Staline, "parallèles". C'est admettre que les économies internes de ces deux grands secteurs qui se partagent la surface du globe sont "parallèles", elles aussi, c'est-à-dire du même type historique. Cela coïncide avec notre thèse, mais contredit celle que Staline a voulu accréditer par son écrit. Dans les deux camps, le marché existe, donc aussi l'économie mercantile, donc l'économie capitaliste. Passe donc pour les marchés parallèles, mais la définition opposant le marché capitaliste de l'Occident au *marché socialiste* (contradiction dans les termes !) est à repousser.

Staline conclut donc à l'existence de deux marchés semi-mondiaux, approximativement séparés par le méridien de Berlin, si du moins l'on s'en tient à la partie la plus avancée du monde habité. La conséquence qu'il en tire dans sa brochure est fort remarquable, surtout si on la confronte avec l'hypothèse, infirmée par les faits, d'un marché mondial unique entièrement contrôlé par une fédération des Etats vainqueurs de la dernière guerre ou par le seul bloc occidental, gravitant autour des Etats-Unis. Cette conséquence est que la "sphère d'application des forces de principaux pays capitalistes (Etats-Unis, Angleterre, France) aux ressources mondiales est destinée non à s'étendre, mais au contraire à se réduire" et que "pour ces pays, les conditions d'écoulement de leurs produits sur le marché mondial (nous dirions : extérieur) iront s'aggravant, ce qui accentuera la contraction de la production de leurs entreprises. C'est justement en cela que consiste l'approfondissement de la crise générale du système capitaliste mondial." Ceci a provoqué un choc ! En effet, la nouvelle qui arrive de Moscou tandis que les Ehrenbourg, les Nenni et autres marionnettes de ce genre sont envoyés en tournée pour faire du battage en faveur de la "coexistence pacifique", de l' "émulation entre les deux sphères économiques" est plutôt brutale ; la Russie attend toujours que la crise provoquée par l'accumulation de produits invendables (et même impossibles à donner, car cela ne ferait qu'aggraver des dettes séculaires) fasse "sauter" la sphère occidentale ; elle considère que ni la reprise de la course forcenée aux armements, ni même la guerre de Corée, ou autres entreprises semblables du brigandage impérialiste ne suffiront à sauver l'Occident.

Si cela bouleverse les bourgeois, cela ne suffit pas à nous échauffer, nous marxistes. Nous devons nous demander ce qui déterminera un processus semblable dans le secteur "parallèle" dont il a été question plus haut. Le texte officiel en main, nous avons démontré que ce secteur connaît la même nécessité de produire plus et d'écouler ses produits à l'extérieur. Et c'est, comme d'habitude, l'histoire du

passé qui nous fournira les conclusions décisives : il y a, en effet, contradiction entre cette tentative posthume de Staline pour remettre sur pied la vision révolutionnaire de Marx et Lénine (accumulation, surproduction, crise, guerre, révolution), et les positions politiques ineffaçables que les partis "communistes" qui opèrent dans notre Occident miné ont longtemps défendues et persistent à défendre avec acharnement, au lieu de se consacrer au développement de l'antagonisme de classes et à la préparation révolutionnaire des masses.

CLASSES ET ÉTAT.

Avant la première guerre mondiale, un heurt se détermine au sein de l'Internationale entre deux perspectives : celle de Lénine prévoit que la lutte inévitable pour les marchés provoquera la guerre et que, quel qu'en soit le vainqueur, la tension impérialiste continuera à se développer ensuite jusqu'à la révolution de classe ou à un nouveau conflit universel. La tendance opposée de traîtres à la classe ouvrière et à l'Internationale affirme au contraire qu'une fois l'Etat agresseur (l'Allemagne) écrasé, le monde pourra retourner à la civilisation et à la paix et s'ouvrir aux "conquêtes sociales". A perspectives différentes, mots d'ordre différents : tandis que les traîtres prônent l'union nationale des classes, Lénine défend le *défaitisme de classes* à l'intérieur de chaque pays.

Pourtant il faut attendre jusqu'en 1914 pour voir le conflit éclater entre ces deux courants : c'est que, jusque-là, le marché mondial est encore, au sens marxiste, "en formation". La formation du marché mondial est un concept de base du marxisme. Il se fonde sur le fait de la "dissolution" des économies locales et fermées propres au pré-capitalisme en un magma économique unique englobant tout à la fois, production, transports, et vente des marchandises. Les sphères de vie restreintes qui tombaient sous les juridictions féodales et asiatiques constituaient autant de taches d'huile qui vont désormais fusionner dans le solvant général du capitalisme : tant que ce processus se poursuivra, à l'intérieur et à l'extérieur, le capitalisme pourra continuer à se gonfler au même rythme et à s'accroître selon une progression géométrique, sans risque d'éclater. Cela ne signifie pourtant pas que les différents îlots de production s'intègrent à un marché universel dépourvu de barrières. Pour les différentes aires nationales, le protectionnisme est très ancien. Quant aux territoires extérieurs découverts par les navigateurs, chaque nation tend à s'en réserver le monopole soit en se faisant accorder des "concessions" par les souverains de couleur, soit en fondant des compagnies de commerce — soit encore en recourant à des flottes d'Etat et même, au début, à des navires-pirates, "partisans" écumeurs des mers.

De toute façon, lorsque Lénine donne sa description de *l'impérialisme*, non seulement le monde est déjà presque saturé mais les derniers arrivés au partage se trouvent à l'étroit dans les zones qui leur sont imparties comme débouchés : d'où la guerre.

Seconde guerre mondiale. La renaissance de l'Allemagne comme grand pays industriel est attribuée par Staline au désir des puissances occidentales d'armer un agresseur contre la Russie. Les causes premières résident en réalité dans le fait que le territoire allemand n'avait été ni dévasté, ni occupé militairement après l'armistice de 1918. Staline en vient même à admettre, au cours de son argumentation, que les causes impérialistes et économiques l'on emporté sur les causes

"politiques" ou "idéologiques" dans la détermination du second conflit, puisque tout d'abord l'Allemagne se jeta non sur la Russie, mais sur les Occidentaux. Il reste donc établi que la guerre de 1939-45 a été une guerre impérialiste. Les deux perspectives qui s'étaient opposées lors de la première guerre se retrouvent : l'alternative de Lénine : vers de nouvelles guerres (quel que soit le vainqueur) OU vers la révolution au cas où la réponse à la guerre aurait été le heurt violent et non la solidarité des classes ; à l'opposé, la perspective bourgeoise : tout dépendait de la défaite de la criminelle Allemagne ; celle-ci obtenue, on voguera vers le pacifisme, le désarmement général, la liberté et le bien-être de tous les peuples.

Aujourd'hui, voici que Staline se déclare partisan de la première, celle de Lénine et qu'il remet en honneur l'explication de la guerre par la lutte impérialiste pour les marchés. C'est un peu tard pour quelqu'un qui hier misait tout le potentiel du mouvement prolétarien international sur l'autre perspective : lutte contre le nazisme et le fascisme pour la liberté. Que ces deux perspectives soient incompatibles, on l'admet aujourd'hui : pourquoi continuer alors à lancer le mouvement (désormais ruiné, au reste) sur les voies du progressisme libéral et petit-bourgeois, de la "guerre pour les idéaux" ?

Est-ce pour nous préparer à regarder la nouvelle guerre comme une lutte entre l'idéal *capitaliste* de l'Ouest et l'idéal *socialiste* de l'Est ? Pour se réserver le beau rôle dans cette lutte où chacune des deux bandes de politiciens espère, grâce à sa propagande mielleuse, écraser l'autre sous la féroce accusation de "fascisme" ? L'intéressant, dans l'écrit de Joseph Staline, est qu'il prétend que non !

En effet, le chef de la Russie actuelle détrompe ceux qui croient à l'inévitabilité d'une rencontre armée entre le monde — ou le demi-monde — socialiste et le monde capitaliste. C'est que la responsabilité encourue devant l'histoire pour avoir anéanti, pendant la seconde guerre, la théorie de Lénine qui affirmait que les guerres entre pays capitalistes étaient inévitables et que la révolution de classe représentait la seule issue, ne le trouble guère : pas plus que le fait, pire encore, d'avoir rompu avec la seule orientation politique qui correspondît à cette théorie, en ordonnant aux communistes d'Allemagne, puis de la France, d'Angleterre et d'Amérique de faire la paix sociale avec leur Etat et leur gouvernement bourgeois.

Ce n'est pas qu'il repousse la prévision d'une guerre entre "capitalisme" et "socialisme" à l'aide d'un pacifisme éculé ou de la doctrine de la coexistence et de l'émulation des deux mondes : il se contente d'affirmer que si l'opposition entre Russie et Occident est plus profonde que celle qui existe ou pourrait surgir entre différents Etats de l'Occident capitaliste, c'est seulement en théorie.

De véritables marxistes peuvent admettre toutes les éventualités en ce qui concerne les contrastes au sein du groupe atlantique et la renaissance de puissants capitalismes indépendants dans les pays vaincus comme l'Allemagne et le Japon. Mais lorsque Staline rappelle la situation lors de l'éclatement de la seconde guerre mondiale, pour en tirer une conclusion actuelle, il faut prêter toute notre attention : « la lutte pour les marchés entre les pays capitalistes et le désir de couler les concurrents se révélèrent pratiquement plus forts que les contrastes entre le camp capitaliste et celui du socialisme ».

Quel camp du socialisme ? Si, comme vos paroles elles-mêmes le démontrent, votre camp (auquel vous collez l'étiquette de socialiste), produit des marchandises pour l'extérieur à un rythme que vous voulez accélérer au maximum, ne s'agit-il pas

pour lui de la même "lutte pour les marchés", de la même lutte pour couler le concurrent (ou pour ne pas se faire couler par lui, ce qui revient au même !)?

N'entrerez-vous pas, ne devrez-vous pas entrer, vous aussi dans la guerre comme *producteurs de marchandises*, ce qui, en langue marxiste, veut dire comme capitalistes ?

La seule différence qui existe entre vous, Russie, et ces pays où l'industrie est pleinement développée, est qu'ils ont dépassé le stade de la "colonisation interne", qu'il n'y a plus chez eux d'îlots de production pré-mercantiles à aborder, tandis que vous êtes encore engagés en plein dans cette voie. La seule conséquence qui en résulte est la suivante : puisque la guerre est inévitable, ces Etats d'Occident auront plus d'armes que vous et ils vous battront sur le plan militaire. Auparavant, ils auront exercé sur vous une pression croissante dans le domaine de la concurrence et du marché : ayant accepté l'échange des produits et des valeurs et vous plaçant sur le terrain de l'émulation, vous n'aurez eu d'autre possibilité que de comprimer les coûts de production et les salaires, et de pousser, de façon insensée, l'effort de production du prolétariat russe.

Comment éviter la victoire américaine (qui, pour nous, révolutionnaires, est aussi la pire des éventualités) ? La formule de Staline est habile ; mais c'est aussi la meilleure pour maintenir le prolétariat révolutionnaire dans la torpeur. Elle rend les plus grands services à l'impérialisme atlantique, auquel on évite de déclarer la fameuse "guerre sainte" pour ne pas se mettre fâcheusement en lumière devant un monde engagé dans la stupide discussion sur "l'agresseur". Se repliant sur un "déterminisme" adultéré, on se garde bien de revenir — ce serait d'ailleurs historiquement impossible — à la lutte et à la guerre des classes.

Le langage de Staline est équivoque. Les Etats capitalistes, comme Lénine le dit en son temps, entreront en guerre. Mais nous, que ferons-nous ? Appellerons-nous, comme lui, les travailleurs des deux camps à la guerre de classe ? Les inviterons-nous à retourner les fusils contre l'ennemi intérieur ? Jamais plus, selon Staline ! Nous recommencerons la même élégante manœuvre que lors de la seconde guerre ! Nous rallierons un des deux camps en présence — par exemple, la France et l'Angleterre — contre les Etats-Unis, rompant ainsi le "front capitaliste". Puis le jour viendra, où nous jetant sur celui qui restera, même s'il fut notre allié, nous nous débarrasserons également de lui.

Voilà avec quoi on voudrait entortiller les quelques naïfs que des moyens plus brutaux n'auraient pas encore réduits au conformisme.

GUERRE OU PAIX ?

Mais alors, ont demandé certains, s'il nous faut croire de plus belle à l'inévitabilité de la guerre, que ferons-nous de la vaste machine que nous avons montée pour la propagande pacifiste ?

La réponse de Staline réduit l'efficacité de l'agitation en faveur de la paix à de bien misérables proportions ! Elle lui accorde la possibilité de différer une guerre déterminée ; de provoquer le remplacement d'un gouvernement belliciste par un gouvernement pacifiste (reste à savoir une chose : la soif de marchés, que Staline nous a présentée une dizaine de fois comme un fait premier, disparaîtra-t-elle dans ce cas ?) : mais la guerre restera *inévitabile*. D'ailleurs, si dans un secteur donné le mouvement démocratique — et non pas prolétarien — de la lutte pour

la paix se développe en lutte pour le socialisme, il ne s'agira plus d'assurer la paix (chose impossible), mais de renverser le capitalisme. Que diront alors les centaines de milliers d'imbéciles qui croient à la paix internationale et à la paix sociale intérieure ?

Pour éliminer les guerres, il faut détruire l'impérialisme : telle est la conclusion finale. Bon, mais alors, comment détruirons-nous l'impérialisme ?

« Le mouvement actuel pour le maintien de la paix se distingue de celui qui existait lors de la première guerre mondiale, et qui, visant à transformer la guerre impérialiste en guerre civile, allait plus loin et poursuivait des buts socialistes » (*Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, p. 38 et 39). C'est clair : la consigne de Lénine était la guerre civile sociale, c'est-à-dire la guerre du prolétariat contre la bourgeoisie. Mais vous, dès la seconde guerre mondiale, vous aviez abandonné la guerre sociale et pratiquiez la "collaboration" nationale ou la guerre de "partisans", c'est-à-dire la guerre des fauteurs de conflit d'un des camps capitalistes contre l'autre.

Il faut prendre l'impérialisme par les cornes : bien, mais est-ce que ce sera par la corne de la paix ou par celle de la guerre ? En temps de paix, vous dites : si vous ne touchez pas à l'U.R.S.S., nous ne sortirons pas de la légalité. Donc, pas question de renverser le capitalisme ! En temps de guerre, vous dites : la situation n'est plus la même qu'en 1914-18 ; le temps de la guerre civile dans tous les pays est passé ; c'est de notre alliance politique et militaire avec tel ou tel camp capitaliste que doit dépendre l'action des prolétaires.

C'est ainsi que, pays par pays, la lutte de classe est étouffée dans la boue.

Quoi qu'en disent parlementaires et journalistes de pacotille, le grand capitalisme comprend sans aucun doute que la "carte" abattue par Staline n'est pas une déclaration de guerre, mais une police d'assurances sur la vie.

JUS PRIMAE NOCTIS.

Staline a décrit dans sa brochure les grandes réalisations du gouvernement russe dans les domaines techniques et économiques : nous étions en présence d'un "terrain vierge", dans lequel "les germes tout prêts de l'économie socialiste" (p. 7) manquaient, et nous avons à construire, à partir de zéro, les nouvelles formes d'économie, a-t-il conclu. Cette tâche, sans précédent dans l'histoire, aurait selon lui été remplie avec honneur.

C'est vrai : vous vous êtes trouvés devant un terrain vierge. Ce fut là votre chance, et aussi le malheur de la révolution prolétarienne hors de Russie. Quelle que soit sa nature historique, une révolution peut avancer de toute sa force lorsque le terrain dans lequel elle se développe n'est pas défriché, rebelle sans doute, mais vierge.

Lorsque le pouvoir a été conquis dans l'immense empire des tsars, les délégués du prolétariat rouge du monde entier affluèrent pendant des années dans les salles rutilantes d'or baroques du Kremlin afin d'établir par quelles voies la révolution abattrait les forteresses impériales de la bourgeoisie d'Occident. Un avertissement

fondamental fut alors donné : mais Lénine lui-même ne l'entendit pas (1). C'est pourquoi, contrairement au bilan des grands travaux (digues, centrales électriques, défrichement des steppes), celui de la révolution socialiste dans le monde s'est clos non seulement sans honneur — ce qui serait encore peu de chose — mais sur un désastre qui, pour de longues décades, est irréparable.

Dans le monde bourgeois, dans le monde de la civilisation parlementaire et mercantile, ce n'est plus, comme en Russie, en présence d'un terrain vierge, mais d'un terrain "prostitué", que s'est trouvée la Révolution. Nous vous en avons avertis. Vous l'avez laissée se contaminer et périr.

Mais même de cette sinistre expérience, Elle saura renaitre !

(1) Il s'agit de l'avertissement donné par la Gauche italienne concernant les dangers de la tactique de Front Unique avec les partis opportunistes et petits-bourgeois que préconisait Moscou et qui fut effectivement appliquée par l'Internationale Communiste.

"Les entreprises par actions, qui se développent avec le crédit, sont portées à faire de plus en plus du travail d'administration une fonction distincte de la propriété du capital emprunté ou non. Il se passe, à cet égard, ce qui s'est passé pour les fonctions judiciaires ou administratives qui, sous le régime féodal, appartenaient à la propriété foncière, mais que le développement bourgeois en a séparées. D'une part, le simple propriétaire du capital, le capitaliste financier, trouve en face de lui le capitaliste en fonction ; avec le développement du crédit le capital argent revêt lui-même un caractère social, se concentre dans les banques et n'est plus prêté par son propriétaire immédiat ; et d'autre part le simple directeur, qui ne possède le capital à aucun titre, est chargé de toutes les fonctions réelles qui reviennent au capitaliste en fonction ; il ne reste donc que le "fonctionnaire", et le capitaliste, devenant un personnage superflu disparaît du procès de production."

MARX, *Le Capital*, Editions Costes, tome XI, pages 201-202.

"Ainsi l'antique conception où l'homme, quelque borné qu'il soit dans ses déterminations nationales, religieuses et politiques, est le but de la production, apparaît cependant bien plus élevée que le monde moderne où la production est le but de l'homme et la richesse le but de la production."

MARX, Grundriss der Kritik der politischen Ökonomie.

LE "COMMUNISME" RUSSE

ET NOUS

Les pages qui précèdent enregistrent, comme on a vu, la capitulation du communisme moscouteur devant le mercantilisme. Mais elles ne se limitent pas à cela : elles formulent les principes et les tâches de la révolution socialiste, dont le programme se résume ainsi : *destruction, secteur par secteur, de l'économie de marché.*

A ce titre, elles constituent une importante contribution au rétablissement de la doctrine révolutionnaire, sans lequel l'organisation politique du prolétariat international ne pourra se reconstituer.

Cela suffit à distinguer notre effort des « démarches » intellectuelles gratuites et stériles auxquelles les décourageantes oppositions suscitées par la dégénérescence toujours plus patente du « communisme » à la russe se livrent avec exubérance, et qui sont destinées à retomber dans la banalité et l'oubli parce que se situant *en dehors* du programme scientifique de la révolution moderne défini par le marxisme, programme qu'il faut soit attaquer ouvertement (si on tient pour la société de classes), soit reformuler, illustrer et défendre, mais qu'il est insensé d'ignorer, dès lors qu'on s'occupe de « socialisme », et stupide de prétendre « mettre à jour ».

Sans doute cet effort restera-t-il incompris pour longtemps encore des ouvriers, dont le déplacement vers un véritable communisme est pourtant décisif. C'est là l'effet fatal du désarmement théorique complet du mouvement politique prolétarien depuis qu'il est tombé aux mains de renégats refusant « de porter des questions de principe » dans les masses : ni les regrets, ni des appels pathétiques ne pourraient y remédier. Ce qui compte, c'est d'abord que la reprise ne peut historiquement manquer étant donné la permanence des contrastes de classe ; et ensuite qu'elle ne peut se développer sur un autre programme, sur d'autres principes que ceux que nous défendons, et que nous n'avons pas inventés, mais appris, puisqu'ils existent depuis plus d'un siècle, que nous tentons modestement de restaurer, parce qu'ils seront valables tant que la société capitaliste (qui les a *forcés* à naître) survivra.

Pourtant, nous ne serions pas en mesure de poursuivre contre les renégats du communisme la polémique toute impersonnelle qu'on vient de lire si l'ennemi était réellement parvenu à liquider *toute* continuité politique et organisationnelle à l'égard de Marx et de Lénine. Même aux jours les plus sombres de la contre-révolution stalinienne ; même aux plus terribles moments du recul du prolétariat sur les positions politiques conquises lors de la fondation de la III^e Internationale, *cette grande tradition a été maintenue.* Tandis que le stalinisme écrasait par les méthodes que l'on sait les forces révolutionnaires qui dans le monde entier avaient répondu à l'appel d'octobre 1917, avec plus ou moins de décision et de clarté, tandis que l'opportunisme contaminait, envahissait, dissolvait tout, pour des raisons historiques qu'il est impossible de réduire aux seules violences de chefs dégénérés, il s'est trouvé une poignée de militants pour défendre envers et contre tout *les principes et le programme originaux.* Mais où ces opiniâtres continuateurs auraient-ils puisé la conviction nécessaire à une lutte aussi inégale, si ce n'est dans la confirmation écrasante que l'Histoire elle-même donnait à la prévision marxiste, tant en ce qui concerne *l'évolution capitaliste* toujours plus accentuée de l'économie sociale russe, que le cours *catastrophique*

de l'économie et de la politique bourgeoises mondiales ? Si la position internationaliste est restée vivante donc, c'est sans doute parce que la réaction n'avait pu briser un certain noyau doté d'une forte tradition théorique et d'une riche expérience de lutte ; mais c'est surtout parce qu'à ceux qui savaient leur appliquer la méthode matérialiste, tous les événements de 1917 à aujourd'hui démontraient que le marxisme n'avait pas cessé un instant d'être vrai.

Le corps de positions que nous défendons, et qui est non pas l'apanage d'un « courant », mais le patrimoine du parti historique du prolétariat, par-dessus les décades et les frontières, nous a donc été transmis par la génération des révolutionnaires qui participèrent physiquement à l'héroïque lutte d'entre les deux guerres. Mais la jeune génération qui tient le plus souvent les partis influencés par Moscou pour d'authentiques défenseurs du marxisme et continuateurs de Lénine ignore tout de cette lutte, ou du moins de sa véritable signification de classe. Elle ignore (tant d'efforts se sont conjugués pour ce résultat !) qu'il y eut dans l'Internationale Communiste une opposition de gauche qui lutta désespérément contre la théorie scélérate de Staline du « socialisme dans un seul pays », pour la sauvegarde du marxisme et de la « pratique » révolutionnaire. Même si elle a entendu parler de Trotsky et n'est plus si convaincue que l'opposition russe n'ait été qu'un ramassis de saboteurs et d'agents d'Hitler, contrairement à ce qu'une ignoble légende fit longtemps croire, ce qu'elle ignore à coup sûr, c'est la place exceptionnelle occupée dans l'opposition internationale par les marxistes de la Gauche communiste italienne, qui se trouvent être restés les seuls à continuer, dans cet après-guerre, la ligne maîtresse de Lénine et des deux premiers Congrès de l'Internationale. C'est pourquoi il est nécessaire de rappeler comment ils retraçaient eux-mêmes leur histoire dans la préface de leur brochure de 1952, *Dialogato con Stalin*, dont nous avons donné ci-dessus la traduction.



« A sa naissance, la III^e Internationale comptait parmi ses groupes les plus résolus et les « plus enthousiastes l'aile gauche du socialisme italien. Dès la fin de la première guerre mondiale, celle-ci avait rompu sans pitié avec les réformistes et leurs amis. Pourtant, « contrairement à ce qui s'était passé dans d'autres pays, la France en particulier, ceux-ci « n'avaient pas commis la faute d'appuyer la guerre impérialiste.

« Ayant donc adhéré sans la moindre réticence au mouvement communiste, il était « naturel qu'elle dénonçât l'abandon qu'il fit par la suite de ses principes originels. On sait « en effet que, fondé sur la condamnation du réformisme social-démocrate, il en revint « peu à peu aux positions qu'il avait si vigoureusement stigmatisées, et qui avaient justifié « sa rupture avec tous les chefs de la II^e Internationale, devenus des jusqu'aux-boutistes « acharnés dans la première guerre impérialiste.

« Aux trois stades de ce nouvel opportunisme post-léniniste, pire encore que le précédent, correspondent les trois phases suivantes de la lutte de la Gauche :

« *Première dissension : dans le domaine TACTIQUE.*

« Le déterminisme marxiste ne pose pas de problème plus difficile que celui de l'intervention active du Parti pour accélérer le processus de la révolution de classe, et des méthodes qu'il doit appliquer dans ce but. A l'origine la Gauche Italienne et l'Internationale étaient d'accord sur la théorie générale et sur la nécessité de débarrasser l'organisation prolétarienne de tous les non-communistes. Elles l'étaient également sur le fait « que, dans les différentes grandes phases de l'histoire, les questions de tactique — ou « de praxis — du Parti appelaient des solutions différentes. Par contre, la Gauche contestait la justesse de la tactique de « conquête des masses » basée sur des invitations à « l'action commune adressées par les partis communistes aux partis sociaux-démocrates et « opportunistes qui jouissaient, certes, d'une influence considérable dans le prolétariat, mais « exerçaient sur lui une action évidemment contre-révolutionnaire.

« C'est pourquoi elle repoussa les méthodes du « front unique politique », et, pire « encore, le mot d'ordre du « gouvernement ouvrier » par lesquels les partis communistes « se liaient à ces organisations (1). Elle prévoyait en effet que ces méthodes et mots d'ordre

(1) En d'autres occasions, nous étudierons le recul considérable que constitue le mot d'ordre du « gouvernement ouvrier » (encore cher aujourd'hui aux trotskystes) par rapport à celui du « pouvoir aux Soviets ». Alors que ce dernier repose sur le pouvoir dictatorial du seul parti de classe, le précédent implique le partage du pouvoir avec les formations opportunistes liées à d'autres classes que le prolétariat.

« affaibliraient la classe ouvrière au lieu de la renforcer et qu'elles iraient jusqu'à provoquer
« la dégénérescence des partis communistes d'Occident.

« Par contre, elle admettait que dans l'Orient non encore capitaliste, la tactique pou-
« vait et devait être différente, à condition qu'elle restât liée au but UNIQUE de la
« révolution mondiale.

« Cette première dissension couvre la période qui s'étend de 1919 à 1926 et se termine
« par la rupture organisationnelle entre la Gauche Italienne et le centre de l'Internationale.
« Les congrès de Moscou de 1920 à 1926, ceux du Parti italien à Rome en 1922 et à Lyon
« en 1926 marquent les étapes du mémorable débat d'alors.

« *Deuxième dissension : dans le domaine POLITIQUE ET HISTORIQUE.*

« Dans la première phase, les adversaires de la Gauche lui répondaient, afin d'élu-
« der ses critiques, qu'un retour à la collaboration de classe dans la société bourgeoise déve-
« loppée aurait été, certes, catastrophique, mais qu'il était désormais impossible. Il se
« produisit pourtant, répétant le cours qui avait conduit la Seconde Internationale à la
« trahison et à la faillite.

« En appliquant les directives de Moscou, les partis communistes arrivèrent, dans
« les pays de totalitarisme bourgeois « fasciste » d'abord, dans les autres ensuite, à proposer
« et même à conclure des alliances politiques, non plus seulement avec les partis
« socialistes » qui s'étaient déshonorés au cours de la première guerre mondiale, mais avec
« tous les partis démocrates bourgeois. Le but de ces alliances d'un type nouveau n'était
« pas d'entraîner ceux-ci sur le terrain révolutionnaire et de classe : une telle position
« eût été évidemment insoutenable. Il était de faire servir le parti communiste à des fins
« qui, dans la phase impérialiste du capitalisme, sont éminemment réactionnaires : res-
« susciter la liberté, le parlementarisme et le constitutionnalisme bourgeois là où ils
« avaient disparu, les défendre là où ils subsistaient..., tout au moins de façon formelle.

« Dans la phase précédente, les partis communistes n'étaient pas parvenus à rendre
« révolutionnaires les ouvriers qui suivaient les partis pseudo-prolétariens ; dans la suivante,
« ce furent eux qui tombèrent plus bas que ces mêmes partis, se transformant à leur tour
« en obstacles à la révolution. Il ne fut plus permis d'en douter lorsqu'au cours de la
« deuxième guerre mondiale, l'Etat russe et tous les partis de l'Internationale (celle-ci liquida
« d'ailleurs de ses propres mains la forme vide qu'elle était depuis longtemps devenue)
« conclurent simultanément des pactes d'alliance, d'abord avec les Etats des pays fascistes
« (c'est-à-dire précisément ceux contre lesquels ils avaient organisé le fameux « front de la
« liberté ») et ensuite, par un retour à cette idéologie pourrie, avec les pays de la démoc-
« ratie capitaliste.

« *Troisième dissension : dans le domaine ECONOMIQUE et SOCIAL.*

« La guerre mondiale une fois terminée par la victoire militaire des démocraties, on
« put croire qu'un nouveau conflit allait éclater entre les alliés de la veille. Dans cette
« perspective, le mouvement inspiré par Moscou s'efforça d'utiliser l'influence qu'il avait
« acquise sur la classe ouvrière pour la persuader que le spectre du fascisme momentanément
« écarté, il s'agissait désormais de défendre le « camp socialiste » (U.R.S.S. et démocraties
« populaires) contre le capitalisme occidental, et en particulier contre l'impérialisme améri-
« cain, redevenu très curieusement l'ennemi n° 1. Prétendant qu'il existait en Russie une
« économie socialiste, il présenta la guerre éventuelle entre les ex-alliés de la croisade anti-
« fasciste comme un conflit opposant deux systèmes économiques et sociaux antagoniques.
« En vertu de quoi la défense de l'U.R.S.S. sous toutes ses formes, depuis la propagande
« pour la paix jusqu'à l'éventuelle insurrection de nouveaux maquisards, aurait constitué
« une véritable politique communiste.

« La ligne politique sinieuse de Moscou s'était révélée fautive sur le plan de la tactique,
« et en particulier totalement démentie par les résultats de l'alliance militaire avec les
« pays capitalistes, puisque celle-ci avait abouti non pas à la révolution internationale,
« mais à la consolidation du capitalisme mondial. Après son tournant d'après-guerre, il
« devenait urgent de poursuivre la critique sur le plan économique et social : puisque sa
« justification était l'existence du socialisme en U.R.S.S., prouver que la politique russe
« n'était ni communiste ni prolétarienne revenait à prouver que l'économie russe n'était
« en rien socialiste et que, par suite, on ne pouvait aucunement admettre que la guerre
« à venir aurait la signification d'un conflit entre capitalisme et socialisme, quels qu'aient
« dû être le moment de son éclatement et les fronts sur lesquels elle se déroulerait.

« A ce point de la polémique entre Moscou et la Gauche, les positions s'affrontent sur « le terrain de la doctrine et des principes eux-mêmes. La nature capitaliste de l'économie « russe une fois démontrée, il devient évident que la politique du Kremlin vise à la conser- « vation et à l'épanouissement de ce *capitalisme*, de *tout capitalisme*. Cette prémisse établie, « il est facile de démontrer tout le mécanisme soi-disant mystérieux de la tactique « machia- « vélique » des partis staliniens. Leur abandon de toute position de classe que ce soit dans « le domaine économique et social ou administratif et politique, juridique ou philosophique « et religieux ne rentre nullement dans une stratégie visant à mobiliser diverses forces « sociales pour les transformer, au moment voulu, en mouvement extrémiste appuyant la « lutte révolutionnaire du prolétariat : une telle transformation est en effet impossible. « Elle constitue tout simplement le reflet, dans la superstructure, des véritables finalités « historiques de l'Etat soviétique : *le développement du capitalisme dans l'aire russo-asia- « tique*, jusqu'alors arriérée précisément parce que la révolution communiste d'Occident « n'a pas eu lieu.

« Le but poursuivi par les partis communistes de l'étranger correspond à cette finalité « de la Russie. C'est parce qu'elle exige le *maintien du capitalisme* même là où il était mûr « pour la destruction qu'on les voit cantonnés dans des principes constitutionnels conser- « vateurs et conformistes, confinés dans des alternatives vides et factices qui ne sortent jamais « des cadres du régime capitalisme, et ceci bien souvent à contre-sens de la marche de la « roue de l'histoire » (1). Tant en Russie que dans les pays satellites, l'attitude prise à « l'égard de la science, de la littérature et de l'art ne sont pas moins significatives de ce « monstrueux déplacement du front de la guerre de classe : on ne fait qu'y singer sans « goût et sans grandeur l'audace et l'arrogance avec lesquelles la bourgeoisie telle qu'elle « apparaît dans le *Manifeste Communiste* de 1848, c'est-à-dire encore jeune et révolution- « naire, se présente sur la scène de l'histoire.

« Depuis un siècle, c'est devenu une tradition : les forces qui veulent endiguer la vague « du mouvement prolétarien, socialiste et marxiste couvrent toujours leur action de drapeaux « ouvriers » et usurpent les titres de « socialiste » et de « marxiste ». Il ne faut donc pas « s'étonner que le « communisme » ait subi le même sort, ni que les termes de « bolché- « visme », de « léninisme » et d'« Octobre » aient servi — et servent encore — à entretenir « la confusion sur la nature des mouvements et des partis. Quant au fait que les groupes « luttant pour restaurer le communisme authentique contre ce « communisme » officiel fier « de plusieurs millions d'adeptes ne comptent que des effectifs dérisoires, il n'a qu'une « importance relative.

« Le cycle des profonds contrastes de positions entre la Gauche et Moscou est désor- « mais bouclé. Il ne s'agit plus de désaccords sur la méthode et la tactique. Il ne s'agit « plus de deux mouvements dont les voies tendraient au même but historique suprême. « L'opposition des buts et des moyens est désormais complète : la divergence est dans « la doctrine, dans les principes.

« Dans ces conditions, les nombres respectifs des adhérents aux deux mouvements, « la renommée de chefs plus ou moins illustres et compétents n'ont plus aucune importance. « Ce qui s'oppose et s'affronte, ce sont les formes typiques de la production et de l'orga- « nisation capitaliste d'une part, et celles du socialisme de l'autre. Ce qui est mis en cause, « c'est toute la revendication du socialisme et de la révolution qu'il faut rétablir dans sa « lumineuse clarté et opposer à tout ce rabâchage insipide de superstitions sociales stupides « et vaines. »



Depuis que ces lignes ont été écrites, le communiste moscoute a effectué un nouveau tournant (celui des XX^e et XXI^e Congrès du P.C.R.), d'une nature telle que la reprise de classe ne semble plus rejetée dans un lointain aussi vague qu'il pouvait apparaître en

(1) Nous aurons prochainement l'occasion d'en donner des illustrations détaillées. Qu'il suffise pour l'instant de se référer à la politique du P.C.F. dans la question agraire. Alors que la conjoncture économique, plus encore que la politique du gouvernement, semble procéder à la concentration et à la modernisation de l'agriculture française, les staliniens défendent *la petite propriété*.

1952. Tout d'abord, la DEMISSION du pouvoir d'Etat de l'U.R.S.S. krouchtchevienne devant l'ANARCHIE CAPITALISTE DE LA PRODUCTION (libération du capitalisme agraire, décentralisation industrielle) a porté un rude coup à la thèse de l'existence du socialisme en U.R.S.S. Ensuite, sur le terrain politique, la propagande pour la COEXISTENCE PACIFIQUE est venue se substituer à la campagne anti-impérialiste que le stalinisme avait dirigé contre le rival américain ; quant à la mobilisation anticipée des masses pour la défense de l'U.R.S.S. dans un conflit futur entre « capitalisme et socialisme », elle a fait place à la NEGATION DE L'INEVITABILITE DES GUERRES EN REGIME CAPITALISTE. Une si honteuse liquidation des derniers reflets du grand antagonisme des classes, des derniers résidus de l'attitude de combat du marxisme que l'on trouvait encore dans le stalinisme ne pouvait s'accomplir sans provoquer des remous. Nous ignorons quand la force souterraine, mais irrésistible des contrastes de classe ramènera sur la scène politique internationale les masses ouvrières aujourd'hui désabusées et découragées. Ce qui est sûr, c'est que la crise des partis « ouvriers » n'aura pas attendu cette explosion pour commencer pas seulement celle des partis communistes ébranlés par l'adaptation au cours « krouchtchevien » et par leur passivité devant les événements du mois dernier en France d'ailleurs, mais aussi celle de la vieille section social-démocrate, définitivement compromise par son rôle dans la guerre d'Algérie. Il en résulte dans la jeunesse un certain engouement pour les questions touchant le socialisme : quand on ne voit plus OU il pourrait bien être, il est naturel qu'on aille jusqu'à se demander ce qu'il est exactement. La directive que les marxistes italiens de la Gauche communiste donnaient à la fin de la préface citée par nous : *Remettre devant les yeux bandés de la classe ouvrière l'essentiel de ce qu'elle devra conquérir au lieu de la ranger en files de parade ou de la haranguer sur le ton dramatique de prophètes en convulsions*, a donc plus de force que jamais.

Pour toutes ces raisons, les rares révolutionnaires d'aujourd'hui ont le sentiment d'entrer dans une phase politique nouvelle qui verra la liquidation progressive de l'opportunisme staliniste (ou plutôt des vestiges qui lui survivent alors qu'il a été remplacé par le conformisme krouchtchevien) et qui aboutira à une reprise générale de l'activité prolétarienne internationale. Qu'on ne s'y trompe cependant pas : trente ans de compromis, de confusion et de honte ne se liquident pas en dix ans. Surtout, ils ne se liquident pas d'eux-mêmes. *C'est une question de lutte.*

Cette lutte, elle doit être dirigée non seulement contre l'imposture toujours plus évidente du parti officiel, mais contre l'agitation stérile de tous ces groupes d'opposition pour lesquels toute la question de la reprise prolétarienne se réduit à *donner une nouvelle direction révolutionnaire aux masses*, et qui sont d'autant plus intrépides à affronter cette tâche, à laquelle plusieurs générations successives ont pourtant failli, que leur doctrine, leur tradition et leur programme sont plus indigents.

La réaction stalinienne n'a pas seulement étouffé les réactions de millions de travailleurs et profondément altéré leur pensée de classe. Elle s'est développée sous des formes telles, du fait qu'elle accompagnait pas à pas la transformation capitaliste de la Russie par l'Etat totalitaire, que les oppositions organisées elles-mêmes sont tombées sous les suggestions idéologiques de la campagne que la bourgeoisie dirigeait, pour de toutes autres raisons, contre la Russie.

Parce que la dictature de Staline massacrait quiconque se dressait contre elle, on en vint à des doutes graves sur les thèses marxistes concernant l'*usage de la violence* et la *dictature du prolétariat*, cherchant à en limiter la portée, quand on n'y renonçait pas carrément. Parce que l'évangile du Kremlin s'était imposé de la façon la plus scolastique, on rejetait toute *doctrine constituée*, retombant dans cette « liberté de critique » si bien fustigée par Lénine en son temps ; parce qu'il s'appuyait sur des faux grossiers, on tombait jusqu'à la revendication d'un « droit à la culture » en général. Enfin parce que l'industrialisation de l'U.R.S.S. par initiative centrale de l'Etat était mise sur le compte du « socialisme », alors qu'on voyait une génération entière de prolétaires s'y épuiser, on décrétait que le socialisme devait désormais être *anti-centraliste* et se fonder sur... l'action autonome des conseils ouvriers d'entreprise.

En un mot, on faisait la croix sur les principes fondamentaux du mouvement : la conception déterministe de l'histoire et de ses luttes sociales — la violence, comme unique moyen de briser l'Etat de la classe adverse, la dictature du prolétariat comme seule transition politique possible vers la société sans classes — l'intervention despotique du pouvoir révolutionnaire centralisé, comme unique voie pour détruire les anciens rapports

de production qui s'opposent à la naissance d'une économie collective englobant industrie et agriculture et ignorant donc les rapports mercantiles d'échange, condition de la disparition des classes, et donc des inégalités.

Or c'est tout cela qu'il s'agit plus que jamais de revendiquer, aujourd'hui que la révision de la révision elle-même — nous voulons dire le krouchtchevisme — reprend à son compte une bonne partie de la camelote idéologique de ses opposants; autrement dit, aujourd'hui que l'essence de la sagesse des groupes qui se voulaient subversifs est devenue... sagesse d'Etat (ô Tito, Gomulka, Krouchtchev!), et d'un Etat qui, dans sa marche à une identification toujours plus complète avec l'Occident archi-capitaliste, n'a par définition pas perdu son caractère d'instrument du prolétariat.

Mais, dira-t-on, le trotskysme ? Il n'a tout de même renié ni la violence, ni la dictature du prolétariat, ni le centralisme ! Nous consacrerons dans un prochain numéro une étude critique à ce courant dont l'origine historique — l'opposition russe et le grand théoricien de la révolution permanente — était respectable, même si ceux-ci ont largement partagé la responsabilité de la direction russe de l'Internationale dans l'opportunisme tactique de la première phase. Ici, nous nous contenterons de rapporter la caractérisation qu'en donnait la préface de 1952 déjà citée :

« C'est la théorie de « l'habileté » tactique, de la manœuvre, qui, par son influence « néfaste, a acheminé le mouvement communiste à son actuelle dégénérescence. Notre « courant en a fait une critique exacte que plus de trente ans d'histoire ont confirmée. « C'est pourquoi nous ne pouvons pas davantage avoir quoi que ce soit de commun avec « les partis qui s'intitulent faussement « trotskystes » ou de la « Quatrième Internationale ». « Appliquant le même « habilisme » à la conquête des masses attachées aux partis staliniens, « faisant à ceux-ci de vaines offres de front unique, ils sont en effet amenés par la force « des choses à substituer eux aussi des revendications démagogiques et vides aux buts « finaux du communisme révolutionnaire.

« Le mouvement dit « trotskyste » a en outre une conception absolument non-marxiste « du stade de développement des forces de production en Russie, conception qui contredit « d'ailleurs une thèse essentielle défendue par Trotsky lui-même : *Sans révolution politique « du prolétariat européen, pas d'économie prolétarienne en Russie.* »

Cette appréciation est plus que jamais valable. Aujourd'hui que les partis moscouitaires, avant même d'être encore des cadavres, pourrissent déjà, les prétendus héritiers de leurs premiers opposants de Russie qui les dénoncèrent comme la « syphilis du mouvement ouvrier » ne semblent pas avoir de plus grande préoccupation que de leur insuffler à nouveau un peu de vie en leur apportant les votes et l'appui des travailleurs !

Ce « frontisme » effréné que le trotskysme a copié sur le « communisme » officiel ne lui est d'ailleurs pas propre : toute l'histoire agitée des petites oppositions prétendument socialistes oscille entre les deux pôles de la scission et du « regroupement ». Sa base objective, c'est l'indifférence, l'état d'impuissance du prolétariat qu'on tente de secouer par la manœuvre, alors que c'est l'affaire de la grande crise historique du capitalisme, qu'on annonce bien tous les deux mois, mais à laquelle on ne croit plus guère. Sa condition subjective, c'est le bon marché qu'on fait des principes et du programme, tout prêts qu'on est à les brader pourvu de constituer l'appareil politique qui fera clientèle parmi les masses — espoir toujours à nouveau déçu. On vend son âme pour avoir un journal ou une revue ; et cette revue (ou ce journal) se met à faire de l'apolitisme, ou du fédéralisme, ou du décentralisme, ou du socialisme d'entreprise, ou une variété quelconque de démocratisation — bref un de ces ismes insipides à la mode, ou un mélange choisi d'entre eux ; elle tente d'exciter la « spontanéité » des masses et, en attendant, glorifie la « création vivante des masses » en opposition aux prévisions du socialisme scientifique. Combien de pauvres « âmes » ont-elles été vendues ainsi, avec pour résultat non pas le « renforcement de l'avant-garde », mais la répétition, sous une forme plus triviale encore, d'un phénomène commun à toutes les époques de défaite du prolétariat : le retour à des conceptions pré-socialistes et anti-socialistes empruntées aux idéologies des classes non prolétariennes !

Il est certain qu'avant de contribuer pour leur propre part à la terrible confusion présente, beaucoup de militants de ces groupes en auront été d'abord les victimes. L'acuité du malaise actuel vient de ce qu'au moment même où la corruption de tous les mouvements, le mensonge de toutes les propagandes deviennent le plus évidents ; au moment où le sentiment que cette société tout entière ne mérite plus (et depuis longtemps !) que

d'être envoyée dans l'autre monde par une révolution radicale, on s'aperçoit aussi qu'on ne sait plus ni ce qu'il y a à conquérir, ni par quels moyens.

Le vide laissé par la destruction du *programme et de l'organisation communistes* en trente ans de révision officielle et oppositionnelle est tel que nul ne peut l'affronter sans vertige avec ses seules forces. Si pour notre part nous ne ressentons pas ce vertige, c'est *uniquement*, comme nous l'avons déjà dit au début, parce que nous avons en quelque sorte avec nous la force de la génération qui fit Octobre, en Russie ; la force de celle qui lutta contre sa liquidation, en Italie : conserver la force révolutionnaire d'*autres* générations et du prolétariat d'*autres* pays, telle est en effet la fonction du parti, et il la remplit grâce à la continuité de pensée et d'organisation qu'il réalise, et que nulle autre forme ne peut réaliser à sa place.

Si c'était un problème de « droit », nous dirions que la présence de notre courant dans la lutte depuis plus de quarante ans, que son contact permanent avec les grands événements historiques devenus si difficiles à déchiffrer rétrospectivement pour les gens sans tradition nous donnent le droit historique de *proposer à nouveau* aux nouvelles générations qui s'éveillent à la révolte contre le capitalisme honni *le véritable programme du communisme*.

Pour que ce programme retrouve la puissance de rayonnement qu'il eut dans la dernière vague révolutionnaire, après octobre 1917, il faudra bien sûr attendre une reprise de l'agitation prolétarienne internationale que nous ne voyons pas toute proche. Mais celui qui attend l'adhésion des foules pour en reconnaître l'*autorité* souveraine sur la pensée et l'action, et pour la revendiquer sans faiblir face aux renégats et aux sceptiques, celui-là n'est pas un révolutionnaire ni un marxiste sincère et il reprend le chemin de toutes les « révisions ».

SOMMAIRES DES NUMÉROS PRÉCÉDENTS

N° 1. - Octobre-décembre 1957.

Programme communiste - Les fondements du communisme révolutionnaire marxiste dans la doctrine et dans l'histoire de la lutte prolétarienne - Les grands tournants du capitalisme russe - En mémoire d'Otto Perrone.

N° 2. - Janvier-mars 1958.

La paix des sputniks - Le marxisme devant la Russie Physionomie sociale des révolutions coloniales - Unité syndicale et politique de classe - Triviale résurrection de l'illuminisme - L'Est européen dans la perspective révolutionnaire - Eléments de l'Economie marxiste.

N° 3. - Avril-juin 1958.

En marge de notre Appel : stalinisme, antistalinisme, et paix sociale - Appel pour la réorganisation internationale du mouvement révolutionnaire marxiste - A propos de M. Cachin - Eléments de l'Economie marxiste (II).

N° 4. - Juillet-septembre 1958.

L'enfant légitime de la démocratie - Les causes historiques du séparatisme arabe - La question coloniale : en premier bilan - La tactique du Komintern de 1926 à 1940 - La récession américaine annonce-t-elle un nouveau 1929 ? - Eléments de l'Economie marxiste (III) - Chronique syndicale : Réponse à certains confusionnistes - L'expérience polonaise des Conseils ouvriers.

N° 5. - Octobre-décembre 1958.

Le capitalisme français au tournant - La question algérienne - Les fastes de la colonisation française (R. Luxembourg) - L'Algérie contemporaine (compléments statistiques) - L'avant-garde et l'Algérie - Le P.C.F. et la question coloniale - Le rôle du parti dans la révolution russe (première partie) - Eléments de l'Economie marxiste (IV) - Notes d'actualité - Le règne hypocrite des pirates de la "coexistence pacifique" - Pétrole et rente différentielle - Grandeur nationale... à vos marques - La théorie de l'ultra-opportunisme.

N° 6. - Janvier-mars 1959.

Editorial - La déchéance du parlementarisme - A propos de la polémique russo-yougoslave - Le rôle du parti dans la révolution russe (deuxième partie) - Notes d'actualité - Promotion de l'Afrique - Encore le P.C.F. et la question coloniale - Les lendemains qui chantent de la Belgique Joyeuse - La réforme de l'enseignement en Russie - A propos du plan septennal soviétique.

N° 7. - Avril-juin 1959.

Editorial - Droit au travail ? Pouvoir sur le capital ! - Particularités de l'évolution historique chinoise - Le rôle du parti dans la révolution russe (deuxième partie, suite) - Eléments de l'Economie marxiste (V) - Notes d'actualité - Aspects de la révolution africaine - Sidérurgie, pétrole et sous-développement - Le communisme, l'U.R.S.S. et la faim - Le Congo beige entre dans le front anti-impérialiste - Notes de lecture : Vieux Marx... Jeune Amérique.

A paraître aux prochains N^{os} :

- La question algérienne
- L'Afrique en marche
- L'évolution du capitalisme mondial
- La méthode dialectique
- Le programme de la société communiste

Envoi franco des sept numéros parus jusqu'ici contre paiement en mandat-poste de la somme de 1.500 Frs à verser à F. GAMBINI, C. C. P. 2202 22 Marseille

SOUSCRIPTION PERMANENTE

LISTE N° 4. — Pierrot, 5.000 ; un Vieux Militant, 1.000 ; une Gueule noire, 500 ; un Enragé, 250 ; un Lecteur lointain, 500 ; un Groupe de Métallos, 2.500 ; une Sympathisante, 1.000 ; Contre l'Oppression Colonialiste, 1.000 ; Pour l'Avenir Rouge, 300 ; des Faubourgs, 250.

Total liste N° 4	11.300 fr.
Total liste N° 3	49.000 fr.
Total liste N° 2	23.720 fr.
Total liste N° 1	32.090 fr.
Total de la souscription permanente	116.110 fr.

**ABONNEMENTS ANNUELS (4 n^{os}) ordinaire : 700 frs
de soutien : 2.000 frs**